COMMISSARIAT
GÉNÉRAL AU
DÉVELOPPEMENT
DURABLE

Centre de ressources

Bulletin de veille du CRDD

N° 04-05/ 2013

Avril-mai 2013

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Ministère
de l'Écologie,
du Développement
durable
et de l'Énergie

Ministère de l'Écologie, du Développement durable et de l'Énergie

www.developpement-durable.gouv.fr

Le CRDD – Centre de ressources du développement durable

Tour Voltaire 01-18
92055 La Défense cedex
Tél. : 01 40 81 17 92 ou 93

crdd@developpement-durable.gouv.fr

Ouvert de 9h à 17h30

Son site internet

www.crdd.developpement-durable.gouv.fr

Vous y trouverez entre autres :

– le bulletin de veille

– la base Témis

- 65 000 références	**- d'études**
	- d'ouvrages
	- de documents statistiques
	- d'articles de presse spécialisée
- texte intégral	**- d'une sélection d'études et de statistiques**

Tous les documents présentés dans le bulletin de veille sont disponibles au CRDD

Sommaire

- **VIENT DE PARAITRE AU CGDD**

Généralités

Droit

Agriculture

Aménagement

Construction – Logement

Urbanisme – Villes

Développement durable

Énergie – Matières premières

Énergie renouvelable

Environnement

Changement climatique

Économie de l'environnement

Milieu naturel

Pollution – Nuisances

Transport

Automobile

Économie du transport

Logistique

Sécurité du transport

Transport de marchandises

Transport routier de marchandises

- **ÉTUDES – OUVRAGES – SERIES STATISTIQUES**

Généralités

Administration

Économie

Agriculture

Aménagement

Aménagement du territoire

Urbanisme – Villes

Développement durable

Énergie – Matières premières

Énergie renouvelable

Politique de l'énergie

Environnement

Changement climatique

Droit de l'environnement

Économie de l'environnement

Milieu naturel

Politique de l'environnement

Pollution – Nuisances

Risques

Recherche-innovation

Société

Transport

Automobile

Deux roues

Politique du transport

Sécurité du transport

Transport aérien

Transport de marchandises

Transport fluvial

Transport maritime

Transport maritime – Port maritime

- **REVUE DE PRESSE**

Généralités

Administration

Économie

Statistique

Agriculture

Aménagement

Aménagement du territoire

Construction – Logement

Urbanisme – Villes

Développement durable

Énergie – Matières premières

- Énergie fossile
- Énergie renouvelable
- Politique de l'énergie

Environnement

- Changement climatique
- Déchet
- Droit de l'environnement
- Économie de l'environnement
- Milieu naturel
- Politique de l'environnement
- Pollution – Nuisances
- Risques

Recherche-innovation

Santé

Société

Tourisme

Transport

- Automobile
- Deux roues
- Économie du transport
- Infrastructures de transport
- Logistique
- Politique du transport
- Sécurité du transport
- Transport aérien
- Transport de marchandises
- Transport ferroviaire
- Transport fluvial
- Transport maritime
- Transport maritime – Port maritime
- Transport routier de marchandises
- Transport urbain

VIENT DE PARAITRE AU CGDD

GENERALITES

20707

CGDD Délégation au développement durable
THEYS (J), ETAHIRI (N)
Mémoire de la prospective.
Tome 1. Vingt travaux majeurs de la première décennie 2000.- mars 2013.
http://www.developpement-durable.gouv.fr/Memoire-de-la-prospective-Tome-1.html
Paris, Ministère de l'écologie, 2013 - 169 p., graph., tabl., schémas
col. : *Références*

Ce document est le premier d'une série de trois ouvrages que la Mission prospective du ministère a décidé de consacrer à la « Mémoire de la prospective », dans les champs qui étaient traditionnellement ceux de l'Équipement et de l'Environnement.
Pour ce premier tome, le choix a été fait de présenter en détail quelques travaux majeurs réalisés pendant la période la plus récente, entre la fin des années 90 et 2007. Ont été privilégiées les études ou les démarches s'appuyant sur des données quantitatives, ce qui a conduit à englober les modèles de prévision.
Les travaux sélectionnés ont été regroupés en six grandes catégories :
– la prospective appliquée aux stratégies de recherche ;
– la prospective socio-économique et des modes de vie ;
– la prospective des transports ;
– la prospective de l'énergie et du changement climatique ;
– la prospective de la ville, du logement et de l'aménagement du territoire ;
– la prospective de l'environnement.

AGRICULTURE, AMENAGEMENT DU TERRITOIRE, DEMANDE DE TRANSPORT, ECONOMIE FRANCAISE, ETUDES 2020, ETUDES 2050, MOBILITE URBAINE, MODE DE VIE, MODELE DE PREVISION, PROSPECTIVE, PROSPECTIVE ENERGIE, PROSPECTIVE TRANSPORT, RECHERCHE, SCENARIO, TRANSPORT AERIEN, TRANSPORT DE MARCHANDISES, TRANSPORT PUBLIC, VILLE
BATIMENT, CHANGEMENT CLIMATIQUE, DEMANDE DE LOGEMENT, ETUDES 2025, ETUDES 2030, LOGEMENT, MOBILITE DURABLE, PROSPECTIVE ENVIRONNEMENT, REDUCTION DES EMISSIONS, RISQUE

DROIT

CGDD Délégation au développement durable
BRYDEN (A)
Dimension internationale de la normalisation.
Point de vue. Normalisation et mondialisation, par Alain Bryden.
Norm' actu n° 6, p. 1-6
01/04/2013

NORMALISATION, NORME
INTERNATIONAL, NORME ISO
COMITE EUROPEEN DE NORMALISATION

AGRICULTURE

20694

CGDD Direction de la recherche et de l'innovation, MINISTERE DE L'ECOLOGIE, MINISTERE DE L'AGRICULTURE
CENTRE NATIONAL DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE, INSTITUT NATIONAL DE LA RECHERCHE AGRONOMIQUE
BECKERT (Michel), DESSAUX (Yves), CHARLIER (Christophe), DARMENCY (Henri), RICHARD (Claire), SAVINI (Isabelle), TIBI (Anaïs)
Variétés végétales tolérantes aux herbicides. Effets agronomiques, environnementaux, socio-économiques. Expertise scientifique collective. Synthèse du rapport d'expertise.
Novembre 2011.
http://www6.paris.inra.fr/depe/Projets/Varietes-Vegetales-Tolerantes-aux-Herbicides
Paris, INRA, 2011 - 84 p., ann., graph., tabl.

Cet ouvrage présente la synthèse des résultats d'une expertise scientifique collective (ESCo) pluridisciplinaire portant sur les impacts directs et indirects de l'utilisation de variétés possédant un caractère de tolérance aux herbicides aux plans agronomique, environnemental, socio-économique et juridique – les impacts éventuels sur la santé humaine étant exclus du champ de cette ESCo.

AGRICULTURE, PRODUCTION AGRICOLE, VEGETATION
CONTAMINATION, EFFET SOCIO ECONOMIQUE, EXPERTISE, FLORE, IMPACT ENVIRONNEMENTAL, OGM, PESTICIDE, PLANTE, RISQUE
ETATS-UNIS, EUROPE, FRANCE

AMENAGEMENT

CONSTRUCTION – LOGEMENT

17608 CGDD Service de l'observation et des statistiques
Indices des prix des travaux d'entretien-amélioration de logements (IPEA) à la fin du quatrième trimestre 2012.
Chiffres et statistiques n° 404 - mars 2013.
http://www.statistiques.developpement-durable.gouv.fr/logement-construction/s/prix.html
Paris, Ministère de l'écologie, 2013 - 4 p., graph., tabl.
col. : *Chiffres et statistiques - Observation et statistiques - Logement-Construction*

INDICE DES PRIX
AMELIORATION DU LOGEMENT, ENTRETIEN DU LOGEMENT, INDEX DU BATIMENT, IPEA, LOGEMENT, RENOVATION, STATISTIQUES DE LA CONSTRUCTION

17600 CGDD Service de l'observation et des statistiques
Construction de logements (France entière).
Résultats à fin février 2013 - Chiffres et statistiques n° 403 - mars 2013.
Résultats à fin mars 2013 - Chiffres et statistiques n° 415 - avril 2013.
http://www.statistiques.developpement-durable.gouv.fr/logement-construction/s/logements.html
Paris, Ministère de l'écologie, 2013 - 4 p., cartes, graph., tabl.
col. : *Chiffres et statistiques - Observation et statistiques - Logement-Construction*

CONSTRUCTION NEUVE, LOGEMENT AUTORISE, LOGEMENT COLLECTIF, LOGEMENT COMMENCE, LOGEMENT INDIVIDUEL, MAISON INDIVIDUELLE, PERMIS DE CONSTRUIRE, SITADEL, STATISTIQUES DE LA CONSTRUCTION, SURFACE
DEPARTEMENTS

20685 CGDD Service de l'économie, de l'évaluation et de l'intégration du développement durable
KATOSSKY (A), MARICAL (F)
Préférences des ménages en matière de logement : résultats d'une enquête par expérience de choix.
http://www.developpement-durable.gouv.fr/Preferences-des-menages-en-matiere.html
Paris, Ministère de l'écologie, 2013 - 48 p., tabl., graph., bibliogr., ann.
col. : *Etudes et documents du CGDD* n° 80

Cette étude repose sur une enquête auprès de 3 800 Français de moins de 65 ans, réalisée par Internet en novembre 2010. Le dispositif consistait à proposer à chaque individu interrogé de choisir le logement qu'il préférait parmi trois logements possibles, décrits par des caractéristiques telles que la surface habitable, la proximité au centre-ville ou au lieu de travail, le mode de chauffage, l'isolation, etc.
L'exploitation économétrique de ces « expériences de choix » révèle notamment en moyenne une préférence marquée pour l'habitat individuel. Ces préférences apparaissent néanmoins très hétérogènes selon l'âge, le revenu, la zone d'habitat (centre-ville, banlieue, etc.) ou les habitudes propres à chaque personne. Cette hétérogénéité des préférences constitue un enjeu majeur en termes d'effets redistributifs pour les politiques qui chercheraient à limiter l'étalement urbain, comme le suggère les simulations conduites à titre exploratoire dans cette étude.

METHODOLOGIE
AGE, APPARTEMENT, CHAUFFAGE, CHOIX RESIDENTIEL, CONSENTEMENT A PAYER, ENQUETE LOGEMENT, LOGEMENT, LOGEMENT DES MENAGES, MAISON INDIVIDUELLE, PREFERENCE DECLAREE, PREFERENCE REVELEE, QUESTIONNAIRE D'ENQUETE, ZONE D'HABITAT
ILE DE FRANCE

URBANISME – VILLES

20690

CGDD Direction de la recherche et de l'innovation, MINISTERE DE L'ECOLOGIE
ITALIE Université de Turin, UNIVERSITE Aix Marseille, CENTRE NATIONAL DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE, OBSERVATOIRE HOMMES — MILIEUX DU BASSIN MINIER DE PROVENCE
ROBERT (Samuel), AJMONE MARSAN (Franco), AMBROSI (Jean-Paul), BIASIOLI (Mattia), CORMIER (Chloé), CRIQUET (Steven), KELLER (Catherine), LAMBERT HABIB (Marie-Laure), RABOT (Eva)
Préconisation d'utilisation des sols et qualité des sols en zone urbaine et péri-urbaine. Application du bassin minier de Provence. (Projet UQUALISOL-ZU).
Soil quality assessment for spatial planning in urban and peri-urban areas. The Provence coal field case study.
28 novembre 2012.
Marseille, Université d'Aix Marseille, 2012 - 273 p., tabl., graph., ann., bibliogr., cartes
Programme : GESSOL 3

Le projet UQUALISOL-ZU s'est donné pour ambition de mettre en perspective le droit de l'urbanisme avec la connaissance scientifique de la qualité des sols. L'objectif était triple : évaluer comment le droit permet d'intégrer une connaissance de la qualité des sols dans le processus de planification de l'usage des sols, évaluer quelle connaissance de la qualité des sols peut être produite pour être utilisée par le planificateur, et produire une application dans le contexte périurbain du bassin minier de Provence, aux portes d'Aix-en-Provence et de Marseille.

BASSIN MINIER, URBANISME, ZONE URBAINE
CARTOGRAPHIE, ETALEMENT URBAIN, INDICE, OCCUPATION DES SOLS, PLANIFICATION URBAINE, PROGRAMME DE RECHERCHE, QUALITE, REGLEMENTATION, SOL, SYSTEME D'INFORMATION GEOGRAPHIQUE, UTILISATION DU SOL
BOUCHES DU RHONE

DEVELOPPEMENT DURABLE

CGDD Délégation au développement durable
DIDIER PEROT (S)
Le club développement durable des établissements et entreprises publics.
http://www.developpement-durable.gouv.fr/Le-club-developpement-durable-des,32486.html
Point sur - Développement durable n° 159, p. 1-4
01/04/2013

Depuis 2006, le Club Développement durable des Établissements et Entreprises publics (CDDEP) contribue à faciliter l'échange et la recherche des meilleures approches pour faire du développement durable l'objectif partagé et structurant des stratégies, politiques et actions des organismes publics.
Ce numéro est une mise à jour du Point sur n°78 - avril 2011. Il présente les activités du Club et la liste des organismes membres.

ENTREPRISE PUBLIQUE, ETABLISSEMENT PUBLIC
CHARTE, DEVELOPPEMENT DURABLE, RESPONSABILITE SOCIALE DE L'ENTREPRISE, RESPONSABILITE SOCIETALE DES ORGANISATIONS
CLUB DEVELOPPEMENT DURABLE DES ETABLISSEMENTS ET ENTREPRISES PUBLICS

20716

COMMISSARIAT GENERAL AU DEVELOPPEMENT DURABLE, CLUB DEVELOPPEMENT DURABLE DES ETABLISSEMENTS ET ENTREPRISES PUBLICS, INSTITUT NATIONAL DE L'ENVIRONNEMENT INDUSTRIEL ET DES RISQUES
Gouvernance et développement durable : mode d'emploi.
http://www.developpement-durable.gouv.fr/Gouvernance-et-developpement.html
Paris, Ministère de l'écologie, 2013 - 6 p.
col. : *Guides Gouvernance*

Le Club Développement Durable des établissements et entreprises publiques a, pendant plus de deux ans, travaillé au partage de bonnes pratiques au sein des organisations membres du Club et à une veille normative, réglementaire et plus largement documentaire sur le thème de la gouvernance en réponse aux enjeux du développement durable.
Le résultat final de cette réflexion s'est matérialisé sous la forme de trois guides opérationnels pour mener à bien une politique de RSO :
– le guide du dialogue avec les parties prenantes cote 20713 ;
– le guide des indicateurs de gouvernance des organisations publiques en réponse aux enjeux du développement durable cote 20714 ;
– le guide de mise en œuvre des principes, des visions et des valeurs de la responsabilité sociétale cote 20715 .

ENTREPRISE PUBLIQUE, ETABLISSEMENT PUBLIC
DEVELOPPEMENT DURABLE, GOUVERNANCE, RESPONSABILITE SOCIETALE DES ORGANISATIONS
CLUB DEVELOPPEMENT DURABLE DES ETABLISSEMENTS ET ENTREPRISES PUBLICS

20713 COMMISSARIAT GENERAL AU DEVELOPPEMENT DURABLE, CLUB DEVELOPPEMENT DURABLE DES ETABLISSEMENTS ET ENTREPRISES PUBLICS, INSTITUT NATIONAL DE L'ENVIRONNEMENT INDUSTRIEL ET DES RISQUES
Guide du dialogue avec les parties prenantes.
http://www.developpement-durable.gouv.fr/Guide-du-dialogue-avec-les-parties.html
Paris, Ministère de l'écologie, 2013 - 84 p., ann., bibliogr., tabl., schémas
col. : *Guides Gouvernance*

Ce guide vise à accompagner les acteurs de l'organisation en charge de l'élaboration et de la mise en œuvre d'une stratégie de responsabilité sociétale et de développement durable. Il a pour but de créer les conditions de dialogue et de concertation avec les parties prenantes et en vue d'enclencher un changement des modalités de gouvernance de leur organisation en réponse aux enjeux du développement durable.

COMMUNICATION, ENTREPRISE PUBLIQUE, ETABLISSEMENT PUBLIC, METHODOLOGIE
CONCERTATION, DEBAT PUBLIC, DEVELOPPEMENT DURABLE, GOUVERNANCE, PARTIE PRENANTE, RESPONSABILITE SOCIETALE DES ORGANISATIONS, STRATEGIE
CLUB DEVELOPPEMENT DURABLE DES ETABLISSEMENTS ET ENTREPRISES PUBLICS

20714 COMMISSARIAT GENERAL AU DEVELOPPEMENT DURABLE, CLUB DEVELOPPEMENT DURABLE DES ETABLISSEMENTS ET ENTREPRISES PUBLICS, INSTITUT NATIONAL DE L'ENVIRONNEMENT INDUSTRIEL ET DES RISQUES
Les indicateurs de gouvernance des organismes publics en réponse aux enjeux du développement durable.
http://www.developpement-durable.gouv.fr/Les-indicateurs-de-gouvernance-des.html
Paris, Ministère de l'écologie, 2013 - 56 p., ann., bibliogr., tabl.
col. : *Guides Gouvernance*

Ce guide vise à fournir une démarche de diagnostic de la stratégie de développement durable et de sa bonne gouvernance au sein des établissements publics et entreprises publiques. Ce diagnostic s'effectue dans un premier temps sur la base de l'identification d'un ensemble d'indicateurs de bonne gouvernance des organisations en réponse aux enjeux du développement durable et dans un second temps sur l'élaboration d'une méthodologie d'évaluation.

DROITS DE L'HOMME, ENTREPRISE PUBLIQUE, ETABLISSEMENT PUBLIC, METHODOLOGIE
DEVELOPPEMENT DURABLE, ETHIQUE, GOUVERNANCE, INDICATEUR, PARTIE PRENANTE, RESPONSABILITE SOCIETALE DES ORGANISATIONS
CLUB DEVELOPPEMENT DURABLE DES ETABLISSEMENTS ET ENTREPRISES PUBLICS

20715 COMMISSARIAT GENERAL AU DEVELOPPEMENT DURABLE, CLUB DEVELOPPEMENT DURABLE DES ETABLISSEMENTS ET ENTREPRISES PUBLICS, INSTITUT NATIONAL DE L'ENVIRONNEMENT INDUSTRIEL ET DES RISQUES
Mise en œuvre des principes, visions et valeurs de la responsabilité sociétale des organismes publics.
http://www.developpement-durable.gouv.fr/Mise-en-oeuvre-des-principes.html
Paris, Ministère de l'écologie, 2013 - 24 p., ann., bibliogr.
col. : *Guides Gouvernance*

Ce guide a été conçu pour favoriser le partage de bonnes pratiques visant à accompagner l'enrichissement de la gouvernance de l'organisme en réponse aux enjeux du développement durable. Il fournit aux organismes publics une proposition d'actions concrètes pour la mise en place des sept principes de la responsabilité sociétale.

ENTREPRISE PUBLIQUE, ETABLISSEMENT PUBLIC, METHODOLOGIE
DEVELOPPEMENT DURABLE, GOUVERNANCE, RESPONSABILITE SOCIETALE DES ORGANISATIONS
CLUB DEVELOPPEMENT DURABLE DES ETABLISSEMENTS ET ENTREPRISES PUBLICS

ENERGIE – MATIERES PREMIERES

17607 CGDD Service de l'observation et des statistiques
Conjoncture énergétique - février 2013. Chiffres et statistiques n° 411 - avril 2013.
http://www.statistiques.developpement-durable.gouv.fr/energie-climat/s/tous-secteurs.html
Paris, Ministère de l'écologie, 2013 - 9 p., graph., tabl.
col. : *Chiffres et statistiques - Observation et statistiques - Energie*

CHARBON, CONSOMMATION D'ENERGIE, ELECTRICITE, ENERGIE, ENERGIE EOLIENNE, ENERGIE NUCLEAIRE, EXPORTATION, FIOUL, GAZOLE, IMPORTATION, PETROLE, PRIX DE L'ENERGIE, PRODUIT PETROLIER
CO2, CONJONCTURE ENERGIE, EMISSIONS, ENERGIE HYDRAULIQUE, FACTURE ENERGETIQUE, GAZ NATUREL, INDICATEUR, PRODUCTION D'ENERGIE, STATISTIQUES DE L'ENERGIE

17612 CGDD Service de l'observation et des statistiques
Baromètre d'opinion sur l'énergie et le climat en 2012.
Chiffres et statistiques n° 412 - avril 2013.
http://www.statistiques.developpement-durable.gouv.fr/energie-climat/s/lopinion-lenergie.html
Paris, Ministère de l'écologie, 2013 - 7 p., tabl., graph.
col. : *Chiffres et statistiques - Observation et statistiques - Energie*

CONSOMMATION D'ENERGIE, COUT, ECONOMIES D'ENERGIE, ELECTRICITE, ENERGIE, ENERGIE EOLIENNE, ENERGIE NUCLEAIRE, PRIX DE L'ENERGIE, SUBVENTION
BIOCARBURANT, BONUS MALUS, CLIMAT, COMPORTEMENT D'ACHAT, ECO PRET, EFFICACITE ENERGETIQUE, ENERGIE RENOUVELABLE, LOGEMENT DES MENAGES, OPINION PUBLIQUE, PRODUCTION D'ENERGIE

Nouvelle série

18496 CGDD Service de l'observation et des statistiques
L'évolution du mix électrique dans le monde entre 1980 et 2010.
Chiffres et statistiques n° 406 - avril 2013.
http://www.statistiques.developpement-durable.gouv.fr/publications/p/2012/995/levolution-mix-electrique-monde-entre-1980-2010.html
Paris, Ministère de l'écologie, 2013 - 6 p., cartes, graph., tabl.
col. : *Chiffres et statistiques - Observation et statistiques - Energie*

BIOMASSE, CHARBON, ELECTRICITE, ENERGIE EOLIENNE, ENERGIE GEOTHERMIQUE, ENERGIE NUCLEAIRE, ENERGIE SOLAIRE, PRODUIT PETROLIER
COMPARAISONS INTERNATIONALES, ENERGIE HYDRAULIQUE, ENERGIE RENOUVELABLE, ENERGIE THERMIQUE, GAZ NATUREL, PRODUCTION D'ENERGIE
EUROPE, MONDE

ENERGIE RENOUVELABLE

20684 CGDD Service de l'économie, de l'évaluation et de l'intégration du développement durable
VERGEZ (A), BLANQUET (P), GUIBERT (O DE)
Bilan carbone des biocarburants : vers une prise en compte des changements indirects d'affectation des sols.
http://www.developpement-durable.gouv.fr/Bilan-carbone-des-biocarburants.html
Paris, Ministère de l'écologie, 2013 - 13 p., bibliogr., graph.
col. : *Etudes et documents du CGDD* n° 79

L'article décrit le bilan carbone des biocarburants, puis explicite les mécanismes et les impacts des changements d'affectation des sols (CAS) liés au développement des cultures énergétiques.

Deux études menées en France, finalisées en 2012, sont ensuite présentées. Elles confirment l'importance des CAS indirects liés au développement des biocarburants en France et dans l'Union européenne et convergent avec les études menées par la Commission européenne.
Pour lutter contre les impacts des CAS indirects, quatre options stratégiques ont été envisagées par la Commission européenne : l'article en fait une analyse comparative qualitative.

BILAN CARBONE, BIOCARBURANT, EMISSIONS DE GAZ A EFFET DE SERRE, ENERGIE RENOUVELABLE, SOL, UTILISATION DU SOL
EUROPE, FRANCE

ENVIRONNEMENT

17633 CGDD Service de l'observation et des statistiques
Opinions et pratiques environnementales des Français en 2012.
Chiffres et statistiques n° 413 - avril 2013.
http://www.statistiques.developpement-durable.gouv.fr/environnement/s/opinion-pratiques-opinion-environnement.html
Paris, Ministère de l'écologie, 2013 - 9 p., tabl., graph.
col. : *Chiffres et statistiques - Observation et statistiques - Environnement*

AUTOMOBILE, CADRE DE VIE, CHOIX MODAL, CONSOMMATION D'ENERGIE, ECONOMIES D'ENERGIE, ENVIRONNEMENT, MENAGE, NUISANCE, PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT, TRANSPORT
ACHAT, COMPORTEMENT, CONSOMMATION DURABLE, ECO LABEL, ENQUETE D'OPINION, LOGEMENT, MOBILITE QUOTIDIENNE, OPINION PUBLIQUE
FRANCE

ECONOMIE DE L'ENVIRONNEMENT

19196 OBSERVATOIRE NATIONAL DES EMPLOIS ET METIERS LIES A LA CROISSANCE VERTE, CGDD Service de l'observation et des statistiques
Observatoire des emplois et métiers de l'économie verte. Rapport d'activité 2012.- mars 2013.
http://www.statistiques.developpement-durable.gouv.fr/publications/p/2038/1364/observatoire-national-emplois-metiers-leconomie-verte.html
Paris, Ministère de l'écologie, 2013 - 96 p., tabl., ann.
col. : *Document de travail du SOeS* n° 4, 5, 10

Créé en 2010, l'Observatoire national des emplois et métiers liés à la croissance verte a pour but d'offrir un diagnostic partagé de méthodes et de chiffrages sur les emplois, métiers et formations de la croissance verte. Il a pour missions de mettre en place le suivi statistique, les modes d'observation au niveau national, ainsi qu'une déclinaison spécifique des travaux au niveau régional, dans le cadre des observatoires existants.
Les travaux en cours concernent l'identification du périmètre de la croissance verte et le suivi statistique des emplois, l'évaluation des impacts sectoriels et macro-économiques de la croissance verte sur l'emploi, l'évolution des métiers, des recrutements et l'adaptation des formations.
Il est animé par le service de l'observation et des statistiques (SOeS) du ministère de l'Écologie.

EMPLOI
CROISSANCE VERTE, ECO-ACTIVITE, ECONOMIE DE L'ENVIRONNEMENT, EMPLOI VERT, FORMATION, MARCHE DU TRAVAIL
OBSERVATOIRE NATIONAL DES EMPLOIS ET METIERS LIES A LA CROISSANCE VERTE
REGIONS

18492 CGDD Service de l'observation et des statistiques
Matières mobilisées par l'économie française de 1990 à 2011 : une relative stabilité perturbée par la crise économique.
Chiffres et statistiques n° 410 - avril 2013.
http://www.statistiques.developpement-durable.gouv.fr/publications/p/2012/1097/matieres-mobilisees-leconomie-francaise-1990-2011-relative.html
Paris, Ministère de l'écologie, 2013 - 8 p., graph., tabl., bibliogr.
col. : *Chiffres et statistiques - Observation et statistiques - Environnement*

BIOMASSE, BOIS, COMBUSTIBLE, CONSOMMATION, EXPORTATION, IMPORTATION, MATIERES PREMIERES, MINERAI
COMPARAISONS INTERNATIONALES, ECONOMIE DE L'ENVIRONNEMENT, MINERAUX, RESSOURCES NATURELLES
FRANCE

MILIEU NATUREL

20712

CGDD Service de l'observation et des statistiques
Cartes d'occupation des sols des zones humides métropolitaines.
Partie 1 : Littoral atlantique, Manche et Mer du Nord.- 44 p.
Partie 2 : Littoral méditerranéen.- 21 p.
Partie 3 : Vallées alluviales.- 75 p.
Partie 4 : Plaines intérieures.- 21 p.
http://www.statistiques.developpement-durable.gouv.fr/publications/p/2038/1136/cartes-doccupation-sols-152-zones-humides-metropolitaines.html
Paris, Ministère de l'écologie, 2013 - cartes
col. : *Document de travail du SOeS* n° 12

Ces cartes, réalisées à partir de CORINE Land Cover version 2006, concernent les périmètres des 152 sites métropolitains enquêtés (hors massifs à tourbières) dans le cadre des évaluations à dire d'experts portant sur l'évolution de zones humides sur les périodes 1990-2000 et 2000-2010.

EAU, ENVIRONNEMENT, FORET, LITTORAL
COURS D'EAU, ESPACE NATUREL, OCCUPATION DES SOLS, ZONE HUMIDE
FRANCE

20711

CGDD Service de l'observation et des statistiques
Fiches descriptives de massifs à tourbières de France métropolitaine.
http://www.statistiques.developpement-durable.gouv.fr/publications/p/2038/1136/fiches-descriptives-massifs-tourbieres-france.html
Paris, Ministère de l'écologie, 2013 - 736 p., tabl., cartes, bibliogr., graph.
col. : *Document de travail du SOeS* n° 11

Les tourbières sont des types de zones humides riches au plan écologique.
Dix régions (Alsace, Auvergne, Basse-Normandie, Bretagne, Franche-Comté, Limousin, Lorraine, Midi-Pyrénées, PACA et Rhône-Alpes) et deux départements (Lozère, Pyrénées-Atlantiques) ont fait l'objet d'une fiche présentant globalement l'ensemble des tourbières de la région, puis de chaque massif riche en tourbières.
Les fiches comprennent :
– une carte de situation ;
– des informations sur la répartition surfacique et altitudinale des tourbières ;
– une liste des atteintes principales affectant les tourbières ;
– des tableaux permettant de récapituler les habitats d'intérêt communautaire, les principales espèces végétales et animales remarquables et un point sur les mesures de protection ou d'inventaires concernant les espaces considérés ;
– un commentaire général axé sur les enjeux des sites.

ENVIRONNEMENT
ESPACE NATUREL, FAUNE, FLORE, ZONE HUMIDE
ALSACE, AUVERGNE, BASSE NORMANDIE, BRETAGNE, FRANCE, FRANCHE COMTE, LIMOUSIN, LORRAINE, LOZERE, MIDI PYRENEES, PROVENCE ALPES COTE D'AZUR, PYRENEES ATLANTIQUES, RHONE ALPES

POLLUTIONS – NUISANCES

20708

CGDD Service de l'économie, de l'évaluation et de l'intégration du développement durable
MEURISSE (B)
Quelles valeurs monétaires pour les impacts sanitaires de la pollution atmosphérique ? Enjeux, limites et perspectives.
Document méthodologique.
http://www.developpement-durable.gouv.fr/Quelles-valeurs-monetaires-pour.html
Paris, Ministère de l'écologie, 2013 - 82 p., bibliogr., graph., tabl., lexique
col. : *Etudes et documents du CGDD* n° 81

Ce rapport expertise les valeurs monétaires de référence disponibles en France et dans l'Union Européenne pour chiffrer le coût des impacts sanitaires associés à la pollution de l'air. Comme le précise un récent rapport de la Commission des Comptes et de l'économie de l'environnement (cote 20336), le coût de la pollution de l'air est, en effet, étroitement dépendant des valeurs monétaires de ces impacts sanitaires (mortalité, épisodes morbides), et en particulier, de la valeur statistique de la vie humaine. A partir d'une analyse approfondie de la construction des valeurs monétaires utilisées pour évaluer le coût de la pollution de l'air pour la santé, le rapport en précise les incertitudes et expose les précautions à prendre lors de leur utilisation. Il identifie également des pistes d'amélioration.

ANALYSE DE LA VALEUR, COUT, COUT DE LA VIE HUMAINE, METHODE D'EVALUATION, MORBIDITE, MORTALITE, POLLUTION AIR, SANTE
EVALUATION ECONOMIQUE, MONETARISATION, POLLUANT, QUALITE DE L'AIR, RISQUE SANITAIRE, VALEUR

TRANSPORT

AUTOMOBILE

18499 CGDD Service de l'observation et des statistiques
Immatriculations de voitures particulières neuves en mars 2013.
Chiffres et statistiques n° 407 - avril 2013.
http://www.statistiques.developpement-durable.gouv.fr/transports/s/immatriculations.html
Paris, Ministère de l'écologie, 2013 - 2 p., tabl., graph.
col. : *Chiffres et statistiques - Observation et statistiques - Transport*

AUTOMOBILE
EMISSIONS DE CO2, IMMATRICULATION DES AUTOMOBILES, VEHICULE NEUF

ECONOMIE DU TRANSPORT

17602 CGDD Service de l'observation et des statistiques
Indice de production de services de transport au quatrième trimestre 2012.
Chiffres et statistiques n° 408 - avril 2013.
http://www.statistiques.developpement-durable.gouv.fr/transports/s/activite.html
Paris, Ministère de l'écologie, 2013 - 4 p., graph., tabl.
col. : *Chiffres et statistiques - Observation et statistiques - Transport*

AUXILIAIRE DE TRANSPORT, ENTREPRISE DE TRANSPORT, GROUPAGE MESSAGERIE, STATISTIQUES DE TRANSPORT, TRANSPORT DE MARCHANDISES, TRANSPORT DE VOYAGEURS, TRANSPORT EXPRESS, TRANSPORT INTERNATIONAL
INDICE, IPST, ZONE COURTE, ZONE LONGUE

17603 CGDD Service de l'observation et des statistiques
La conjoncture des transports au quatrième trimestre 2012 - Chiffres et statistiques n° 414 - avril 2013.
http://www.statistiques.developpement-durable.gouv.fr/transports/873.html
Paris, Ministère de l'écologie, 2013 - 6 p., graph., tabl.
col. : *Chiffres et statistiques - Observation et statistiques – Transport*

AUTOMOBILE, AUTOROUTE, CARBURANT, COMMERCE EXTERIEUR, CONJONCTURE TRANSPORT, EMPLOI DANS LE TRANSPORT, ENTREPRISE DE TRANSPORT, IMMATRICULATION, PORT MARITIME, ROUTE, STATISTIQUES DE TRANSPORT, TRAFIC AERIEN, TRAFIC ROUTIER, TRANSPORT DE MARCHANDISES, TRANSPORT DE VOYAGEURS, TRANSPORT FERROVIAIRE, TRANSPORT FLUVIAL, TRANSPORT INTERNATIONAL, TRANSPORT MARITIME, TRANSPORT TERRESTRE, VEHICULE UTILITAIRE LEGER

4011 COMMISSION DES COMPTES DES TRANSPORTS DE LA NATION, CGDD Service de l'observation et des statistiques, CGDD Service de l'économie, de l'évaluation et de l'intégration du développement durable
Les comptes des transports en 2012. Premiers résultats.- avril 2013.- 80 p.
http://www.statistiques.developpement-durable.gouv.fr/donnees-densemble/1924/874/ensemble-comptes-transports.html
Paris, Ministère de l'écologie, 2013 - graph., tabl., ann., lexique
col. : *Références*

Ce document présente les données annuelles relatives aux transports de marchandises et de voyageurs, aux trafics de véhicules, aux émissions gazeuses des transports et à l'accidentologie, à la production de services marchands de transports, la situation des entreprises et l'évolution de l'emploi, ainsi qu'aux flux financiers et notamment aux dépenses des administrations et aux investissements en infrastructures de transports.

ACCIDENT DE TRANSPORT, ACCIDENT DU TRAVAIL, ANALYSE COUT AVANTAGE, BRUIT, CARBURANT, CARBURANT DE SUBSTITUTION, COLLECTIVITES LOCALES TRANSPORT, COMMERCE EXTERIEUR TRANSPORT, COMPTES DES TRANSPORTS DE LA NATION, COUT DU TRANSPORT, COUT SOCIAL, DEPENSES PUBLIQUES, DEUX ROUES, EFFECTIFS DU TRANSPORT, EFFET EXTERNE, EMPLOI DANS LE TRANSPORT, ENTREPRISE DE TRANSPORT, ENVIRONNEMENT TRANSPORT, EXPLOITATION DE LA ROUTE, FINANCEMENT DES INVESTISSEMENTS, FISCALITE SUR LES CARBURANTS, GPL, GROUPAGE MESSAGERIE, INFRASTRUCTURE DE TRANSPORT, NUISANCE, PARC AUTOMOBILE, POLITIQUE SOCIALE, POLLUTION AIR, PRIX DE TRANSPORT, PRODUCTIVITE DU TRANSPORT, PTRA, SECURITE ROUTIERE, SITUATION ECONOMIQUE, TARIF DE TRANSPORT, TRAFIC INTERIEUR, TRAFIC INTERNATIONAL, TRAFIC MARCHANDISES, TRAFIC VOYAGEURS, TRANSFERT DE COMPETENCES, TRANSFERTS ECONOMIQUES SOCIAUX, TRANSPORT AERIEN, TRANSPORT AERIEN REGIONAL, TRANSPORT COLLECTIF, TRANSPORT DANS L'ECONOMIE, TRANSPORT DE VOYAGEURS, TRANSPORT EXPRESS, TRANSPORT FERROVIAIRE, TRANSPORT FLUVIAL, TRANSPORT GRANDE VITESSE, TRANSPORT REGIONAL
AIRE URBAINE, BIOCARBURANT, BONUS MALUS, COMPTE SATELLITE TRANSPORT, CONSENTEMENT A PAYER, DEVELOPPEMENT DURABLE, EMISSIONS DE CO2, EMISSIONS DE GAZ A EFFET DE SERRE, EVALUATION ECONOMIQUE, EXTERNALITE NEGATIVE, GAZ NATUREL VEHICULE, LIGNE A GRANDE VITESSE, MISE A LA CASSE, MONETARISATION, NORME EURO, PREVENTION DU BRUIT, TARIFICATION SOCIALE, TAUX DE MARGE, VEHICULE EN LIBRE SERVICE, VEHICULE NEUF

17629

CGDD Service de l'observation et des statistiques
Emploi salarié et marché du travail dans les transports au quatrième trimestre 2012. Chiffres et statistiques n° 409 - avril 2013.
http://www.statistiques.developpement-durable.gouv.fr/transports/s/emploi-social.html
Paris, Ministère de l'écologie, 2013 - 5 p., tabl., graph.
col. : *Chiffres et statistiques - Observation et statistiques - Transport*

EMPLOI DANS LE TRANSPORT, LOGISTIQUE, METIERS DU TRANSPORT, STATISTIQUES DE TRANSPORT
CHOMEUR, DEMANDE D'EMPLOI, EMPLOI SALARIE, MARCHE DU TRAVAIL, OFFRE D'EMPLOI

LOGISTIQUE

20656

CGDD Direction de la recherche et de l'innovation, MINISTERE DE L'ECOLOGIE
RATP, JONCTION, INTERFACE TRANSPORT, ECOLE DES MINES Paris, ASSOCIATION POUR LA RECHERCHE ET LE DEVELOPPEMENT DES METHODES ET PROCESSUS INDUSTRIELS
BOSSIN (Philippe)
Intégration des mixités opérationnelles transport : états et possibles. 20 septembre 2012.
Lyon, Interface Transport, 2012 - 210 p., bibliogr., lexique, schémas, ann.
Programme : PREDIT 4

L'objectif du projet consistait à vérifier la faisabilité d'une distribution et d'une mutualisation des flux de marchandises via les infrastructures et/ou le matériel roulant (métro et tramway) en exploitation sur les réseaux de transport de personnes. Prenant en compte les réseaux intégrés existants ainsi que le contexte réglementaire et sécuritaire, la recherche s'inscrit clairement dans un effort d'amélioration de l'organisation de la logistique urbaine. Positionné à mi-chemin entre politique de mobilité des collectivités locales et politique d'offre des exploitants de réseaux, le projet offre par ailleurs une voie de transition vers une économie collaborative.
Le champ de l'étude concerne principalement les réseaux tramways et métros parisiens. Une comparaison sommaire a été réalisée avec les réseaux de Montpellier et Toulouse. Les types d'insertion envisagés ont été : souterrain, sol et viaduc.
Ont été examinés, pour chaque réseau (tramway, métro) : le partage de l'infrastructure et le partage des capacités du matériel roulant, dans l'espace et dans le temps. Pour chaque situation, il a été analysé de manière détaillée l'ensemble des maillons constitutifs du système de transport collectif voyageurs. Une analyse des conditions réglementaires, juridiques et sociales a ensuite été conduite.

INFRASTRUCTURE DE TRANSPORT, LIVRAISON, LOGISTIQUE, METROPOLITAIN, RESEAU DE TRANSPORT, TRAMWAY, TRANSPORT DE MARCHANDISES, TRANSPORT DE VOYAGEURS, TRANSPORT URBAIN, VILLE
MATERIEL ROULANT, PREDIT 4, PROGRAMME DE RECHERCHE, RUPTURE DE CHARGE
RATP
MONTPELLIER, PARIS, TOULOUSE

SECURITE DU TRANSPORT

20705

CGDD Direction de la recherche et de l'innovation, MINISTERE DE L'ECOLOGIE
INSTITUT FRANCAIS DES SCIENCES ET TECHNOLOGIES DES TRANSPORTS DE L'AMENAGEMENT ET DES RESEAUX
CARNIS (Laurent), DUPONT (Ariane), RAMOS (Manuel)
ICASES.
A - Rapport : Comparaison internationale des systèmes de contrôle automatisé de la vitesse.- 251 p.
B - Synthesis : International comparison of automated speed enforcement systems.- 107 p.
Octobre 2012.
http://www.predit.prd.fr/predit4/projet/40484
Marne-la-Vallée, IFSTTAR, 2012 - bibliogr., tabl., graph., cartes
Programme : PREDIT 4

Les systèmes de contrôle automatisé de la vitesse (CAV) constituent un nouvel instrument d'intervention mobilisable par les gouvernements dans le cadre de leur politique de sécurité routière. Le projet ICASES propose une étude systématique de ce type de dispositif en privilégiant l'analyse du système de gouvernance tout en la replaçant dans le cadre d'une comparaison internationale. L'objectif de cette recherche ne consiste pas en une évaluation des différents dispositifs sur l'accidentalité routière, mais réside dans la compréhension des choix qui ont présidé à l'adoption des stratégies et la mise en œuvre des modalités opérationnelles précises, en les mettant en rapport avec la structuration du système de gouvernance lui-même. En somme, il s'agit de faire dialoguer les différentes dimensions des systèmes de CAV pour en déterminer éventuellement des bonnes pratiques ou des spécificités institutionnelles propres à un pays ou un groupe de pays, lorsqu'elles sont partagées. Cette recherche propose d'étudier quatre systèmes distincts de CAV déployés dans différents pays ou États : la France, la Norvège, le Queensland et la Suisse. Pour la Suisse, l'équipe a décidé de privilégier l'étude de cantons appartenant à la Suisse romande : les cantons de Genève, Vaud et Neuchâtel. Les différents cas peuvent être mis en regard afin de déterminer à la fois les points communs à ces dispositifs et leurs particularités. Dans le cadre de ce travail comparatif, la France ne constitue pas un cas 'étalon', mais un cas parmi d'autres.

ACCIDENT DE TRANSPORT, RADAR, SECURITE ROUTIERE, VITESSE DE TRANSPORT
ACCIDENT DE LA CIRCULATION, COMPARAISONS INTERNATIONALES, CONTROLE AUTOMATISE, ETUDE DE CAS, GOUVERNANCE, POLICE, PREDIT 4, PROGRAMME DE RECHERCHE
AUSTRALIE, CANTON DE VAUD, FRANCE, GENEVE, NEUCHATEL, NORVEGE, SUISSE

TRANSPORT DE MARCHANDISES

17609

CGDD Service de l'observation et des statistiques
La messagerie au quatrième trimestre 2012.
Chiffres et statistiques n° 402 - mars 2013.
http://www.statistiques.developpement-durable.gouv.fr/transports/s/messagerie.html
Paris, Ministère de l'écologie, 2013 - 5 p., graph., tabl.
col. : *Chiffres et statistiques - Observation et statistiques - Transport*

CHIFFRE D'AFFAIRES, EXPORTATION, GROUPAGE MESSAGERIE, IMPORTATION, STATISTIQUES DE TRANSPORT, TRANSPORT EXPRESS, TRANSPORT INTERIEUR
ENVOI, POIDS DES MARCHANDISES, TRANSPORT INTRACOMMUNAUTAIRE
FRANCE

17610

CGDD Service de l'observation et des statistiques
Indices des prix du transport de fret et de l'entreposage au quatrième trimestre 2012.
Chiffres et statistiques n° 401 - mars 2013.
http://www.statistiques.developpement-durable.gouv.fr/transports/s/prix-1.html
Paris, Ministère de l'écologie, 2013 - 5 p., tabl., graph.
col. : *Chiffres et statistiques - Observation et statistiques - Transport*

FRET AERIEN, GROUPAGE MESSAGERIE, INDICE DES PRIX, MANUTENTION, PRIX DE TRANSPORT, STATISTIQUES DE TRANSPORT, TRANSPORT AERIEN, TRANSPORT DE MARCHANDISES, TRANSPORT DE PRODUITS AGRICOLES, TRANSPORT DU COURRIER, TRANSPORT FLUVIAL, TRANSPORT INTERIEUR, TRANSPORT INTERNATIONAL, TRANSPORT MARITIME, TRANSPORT ROUTIER DE MARCHANDISES
ENTREPOSAGE, FRET EXPRESS, FRET FERROVIAIRE, FRET MARITIME

TRANSPORT ROUTIER DE MARCHANDISES

17613 CGDD Service de l'observation et des statistiques
Transports routiers de marchandises au quatrième trimestre 2012.
Chiffres et statistiques n° 405 - mars 2013.
http://www.statistiques.developpement-durable.gouv.fr/transports/s/route.html
Paris, Ministère de l'écologie, 2013 - 5 p., graph., tabl.
col. : *Chiffres et statistiques - Observation et statistiques - Transport*

DISTANCE DE DEPLACEMENT, ENQUETE TRM, MATERIAU DE CONSTRUCTION, PAVILLON FRANCAIS, PRODUIT AGRICOLE, PRODUIT ALIMENTAIRE, STATISTIQUES DE TRANSPORT, STATISTIQUES MARCHANDISES, STATISTIQUES ROUTIERES, TONNE KILOMETRE, TRANSPORT INTERIEUR, TRANSPORT INTERNATIONAL, TRANSPORT POUR COMPTE D'AUTRUI, TRANSPORT POUR COMPTE PROPRE, TRANSPORT ROUTIER DE MARCHANDISES
NATURE DES MARCHANDISES, PRODUIT MANUFACTURE

ETUDES – OUVRAGES – SERIES STATISTIQUES

GENERALITES

20633 UNION DES INGENIEURS DES PONTS, DES EAUX ET DES FORETS
Annuaire des ingénieurs des ponts, des eaux et des forêts 2012.
Paris, UNIPEF, 2013 - 600 p.
EAU, FORET, INGENIEUR, INGENIEUR DES PONTS CHAUSSEES

20742 OFFICE PARLEMENTAIRE D'EVALUATION DES CHOIX SCIENTIFIQUES ET TECHNOLOGIQUES
PROCACCIA (C), SIDO (B)
Les enjeux et perspectives de la politique spatiale européenne.
http://www.senat.fr/rap/r12-114/r12-1140.html
Paris, Assemblée nationale, Sénat, 2012 - 202 p.
col. : *AN* n° 348, 114

A l'horizon 2020, l'Europe spatiale doit relever de nouveaux défis, confrontée sur le plan international à une concurrence croissante, avec l'émergence de nouveaux acteurs publics et privés ; en interne, ses modes de fonctionnement sont modifiés avec l'émergence d'un nouvel acteur spatial : l'Union européenne.
Une politique spatiale se pilotant par nature dans le temps long, c'est maintenant que l'Europe doit prendre les décisions pour conserver son rang au cours de la prochaine décennie et au-delà. Ce rapport présente les principaux défis et les opportunités de l'Europe spatiale. Il préconise de clarifier la gouvernance de la politique spatiale, de maintenir les budgets, de soutenir la compétitivité et l'indépendance de l'industrie européenne, de préserver durablement l'autonomie européenne d'accès à l'espace.

BUDGET, COMPETITIVITE, DECHET, MARCHE, METEOROLOGIE, POLITIQUE COMMUNE, RECHERCHE, SATELLITE, TELECOMMUNICATIONS
CONCURRENCE, DEFENSE NATIONALE, EUROPEAN GEOSTATIONARY NAVIGATION OVER LAY SERVICE, GALILEO, GLOBAL MONITORING FOR ENVIRONMENT AND SECURITY, GOUVERNANCE, INDUSTRIE SPATIALE, OBSERVATION DE LA TERRE, SECURITE CIVILE, SURVEILLANCE, UNION EUROPEENNE
AGENCE SPATIALE EUROPEENNE
ALLEMAGNE, CHINE, ETATS-UNIS, EUROPE, RUSSIE

20454 ARCHIMAG
Opportunités des données publiques.
Paris, Serda Edition, 2012 - 48 p.
Archimag (46)
col. : *Guide pratique*

En France et dans de nombreux pays, États, administrations et collectivités locales sont de plus en plus nombreux à ouvrir des portails pour la mise à disposition de leurs données. Utilisant les données libérées, de nouveaux services naissent, à commencer par des services reposant sur la mobilité et la géolocalisation, une valorisation dont on attend nouvelles activités, nouveaux emplois et innovation. Mais de quelles données parle-t-on ? Sont-elles aisément repérables, livrables et accessibles ? Les projets d'ouverture prennent peu à peu leurs marques et des méthodologies peuvent en être retenues pour préparer, diffuser et animer les jeux de données ouvertes, en parfaite connaissance des formats recommandés. Retours d'expérience et témoignages à l'appui, ce guide pratique présente les outils de mise en ligne ou de visualisation disponibles.

CULTURE, INFORMATION, METHODOLOGIE
DONNEES PUBLIQUES, GEOLOCALISATION, RETOUR D'EXPERIENCE, STATUT JURIDIQUE
EUROPE

20593 ARCHIMAG
Outils et efficacité d'un système de veille.
Paris, Serda Edition, 2012 - 92 p.
col. : *Guide pratique* n° 47

Depuis 1994, le paysage de l'intelligence économique et de la veille s'est affirmé en France. Aujourd'hui, c'est une cause de plus en plus entendue, même si certaines décisions et stratégies sont parfois jugées en retrait, au regard du contexte et des enjeux. Les problématiques de veille se sont répandues, touchant à la fois l'État, les collectivités territoriales et les entreprises de toutes tailles. Ce guide pratique rappelle les concepts et méthodes de veille en insistant sur la conduite du changement dans un projet de veille. Une large place est réservée à l'e-réputation et à la veille sur le réseau social Twitter, aux outils, solutions de veille, moteurs de recherche d'entreprises et utilitaires. De nombreux retours d'expériences clôturent le guide.

ENTREPRISE, INFORMATION, METHODOLOGIE
INTELLIGENCE ECONOMIQUE, INTERNET, NOUVELLES TECHNOLOGIES D'INFORMATION ET DE COMMUNICATION, RESEAUX SOCIAUX, RETOUR D'EXPERIENCE, VEILLE TECHNOLOGIQUE

20453 ORGANISATION INTERNATIONALE DE NORMALISATION
Évaluation de la conformité. Exigences pour les organismes de certification, certifiant les produits, les procédés et les services. Norme internationale ISO/CEI 17065. Septembre 2012.
Genève, ISO, 2012 - 30 p., bibliogr.

Cette norme internationale spécifie des exigences pour garantir que les organismes de certification exploitent des programmes de certification avec compétence, cohérence et impartialité. Elle facilite la reconnaissance de ces organismes et l'acceptation des produits, processus et services certifiés à un niveau national et international et contribue de ce fait au développement du commerce international. La norme peut être utilisée comme document de référence pour une accréditation, une évaluation par des pairs ou une désignation par les autorités gouvernementales, les propriétaires de programmes ou autres.

SERVICES
CERTIFICATION, EVALUATION, MANAGEMENT, NORME ISO, ORGANISMES, PRODUIT, RESPONSABILITE

ADMINISTRATION

20405 CONSEIL D'ETAT
Consulter autrement. Participer effectivement. Un colloque organisé par le Conseil d'État le 20 janvier 2012 à l'École nationale d'administration.
Paris, Documentation française (La), 2012 - 160 p.
col. : *Droits et débats* n° 5

Ce document réunit les actes du colloque organisé par le Conseil d'État dans le prolongement de son rapport annuel 2011 "Consulter autrement, participer effectivement" (cote 19247). Ce colloque a fait l'objet de deux tables rondes. La première s'interroge sur les suites qui ont été données aux mesures préconisées par le rapport, sur celles envisagées par l'administration et sur celles attendues. La seconde s'intéresse à la question du dialogue entre les personnes publiques et la société civile et sur le lien existant entre le débat public et la qualité de la décision publique.

ADMINISTRATION, DECISION, PARTICIPATION
CONCERTATION, DEBAT PUBLIC, DEMOCRATIE PARTICIPATIVE, SOCIETE CIVILE

20635 MOREAU (Y), AGHION (P), GUILLOU (M), ROSANVALLON (P), ROUILLEAULT (H), SCHWEITZER (L)
Pour un Commissariat général à la stratégie et à la prospective. Rapport au Premier Ministre.
http://www.ladocumentationfrancaise.fr/rapports-publics/124000652/index.shtml
Paris, Documentation française (La), 2012 - 86 p., ann.

Dans un contexte marqué par des facteurs de changement (mondialisation des échanges, émergence de nouvelles puissances, impératif de transition écologique, révolution biologique et numérique), le rapport insiste sur la nécessité de créer un organisme pour assurer la cohérence des politiques publiques en matière de stratégie et de prospective.

Cet organisme assurerait cinq missions principales : prospective, stratégie, évaluation, coordination, production de comparaisons internationales et territoriales.
Le rapport dresse un état des lieux de la stratégie et de la prospective, identifie les principes structurants pour le futur Commissariat et les conditions de la réussite. Les principales recommandations concernent la dénomination proposée, le profil et le positionnement du commissaire, les organismes en relation avec le Commissariat, les méthodes de travail, les branchements à la décision publique et des exemples de thèmes de travail.

ADMINISTRATION, PROSPECTIVE
AIDE A LA DECISION, CONCERTATION, EVALUATION, ORGANISATION INSTITUTIONNELLE, POLITIQUE PUBLIQUE, STRATEGIE

ECONOMIE

20689 COLIN (N), VERDIER (H)
L'âge de la multitude. Entreprendre et gouverner après la révolution numérique.
Paris, Armand Colin, 2013 - 286 p., index, bibliogr.

Un monde nouveau, né de la révolution numérique, consacre le règne de milliards d'individus désormais instruits, équipés et connectés. Ensemble, ils forment une puissante multitude qui bouleverse l'ancien ordre économique et social. Loin d'être l'affaire des seules entreprises technologiques, l'économie numérique est dominée par ceux – entreprises, administrations, associations – qui ont su s'allier à cette multitude. Après la révolution numérique, l'enjeu stratégique est de susciter, de recueillir et de valoriser la créativité des individus. Tel est le sens de cet essai qui invite entrepreneurs et politiques à comprendre et à utiliser la valeur considérable créée par chacun d'entre nous.

ENTREPRISE, INNOVATION, STRATEGIE DE L'ENTREPRISE, TECHNOLOGIE
CREATION DE VALEUR, INTERNET, TECHNOLOGIE DE L'INFORMATION ET DE LA COMMUNICATION, VALEUR

AGRICULTURE

20467 LEPAGE (C)
La vérité sur les OGM, c'est notre affaire !
Paris, Editions Charles Léopold Mayer, 2012 - 127 p.

Face aux défaillances des autorités publiques, aux conflits d'intérêt et aux manœuvres destinées à empêcher la recherche indépendante et la transparence sur les effets des OGM, le Comité de recherche et d'information indépendantes sur le génie génétique (Criigen) a décidé de mener une expérimentation.
Corinne Lepage retrace la saga de cette expérience et les perspectives de participation qu'elle ouvre à la société civile. Elle propose un nouveau modèle d'expertise, pluraliste, pluridisciplinaire et contradictoire fondé sur la responsabilité des experts et des politiques, dans lequel les citoyens ont toute leur place.

AGRICULTURE, DECISION, PARTICIPATION, SANTE
CONTROVERSE, EXPERTISE, OGM, PRINCIPE DE PRECAUTION, RESPONSABILITE, RISQUE SANITAIRE, SOCIETE CIVILE
EUROPE

20505 BONNEUIL (C), THOMAS (F), PETITJEAN (O)
Semences : une histoire politique. Amélioration des plantes, agriculture et alimentation en France depuis la Seconde Guerre mondiale.
Paris, Editions Charles Léopold Mayer, 2012 - 216 p., bibliogr.

Le débat public sur les organismes génétiquement modifiés (OGM) a posé des questions qui jusque-là n'avaient guère mobilisé l'opinion publique. D'où proviennent les variétés de légumes, fruits et céréales consommés ? Comment ont-elles été définies, par qui et en fonction de quels objectifs ? Est-il légitime qu'elles fassent l'objet de formes restrictives de propriété intellectuelle, rendant les paysans dépendants des grandes firmes semencières et agrochimiques ? Ce livre propose une histoire de l'amélioration des plantes en France depuis la Seconde guerre mondiale, à commencer par les cultures emblématiques, blé, maïs ou colza. Il révèle les choix particuliers faits dans le passé et présente les multiples voies alternatives qui s'ouvrent en matière de sélection végétale.

AGRICULTURE, BLE, CEREALE, HISTOIRE, MAIS, POLITIQUE AGRICOLE, RECHERCHE DEVELOPPEMENT COLZA, OGM, PLANTE

18796 EUROSTAT
Agriculture, fishery and forestry statistics. Main results 2010-2011. Edition 2012.
http://epp.eurostat.ec.europa.eu/portal/page/portal/publications/collections/pocketbooks
Luxembourg, Office des publications de l'Union européenne, 2012 - 221 p., graph., tabl.
col. : *Pocketbooks*

Cette publication dresse un panorama du développement et de la situation du secteur agricole dans les 27 pays de l'Union européenne. Elle regroupe des données sur les exploitations agricoles, les prix et le revenu de l'agriculture, les principaux produits agricoles et fournit des indicateurs agri-environnementaux.
Édition 2012 : données complémentaires sur la politique agricole commune au bout de cinquante ans, la pêche maritime, la forêt et l'industrie du bois.

AGRICULTURE, BOIS, ELEVAGE, EXPLOITATION AGRICOLE, FORET, PECHE MARITIME, POLITIQUE AGRICOLE COMMUNE, PRODUCTION AGRICOLE, PRODUIT AGRICOLE, REVENU AGRICOLE, ZONE RURALE
EMISSIONS, INDICATEUR ENVIRONNEMENT, PRIX AGRICOLE, STATISTIQUES DE L'AGRICULTURE
EUROPE

AMENAGEMENT

AMENAGEMENT DU TERRITOIRE

20483 MINISTERE DE L'EGALITE DES TERRITOIRES
WAHL (T)
Création d'un Commissariat général à l'égalité des territoires. Rapport de la Commission.
http://www.ladocumentationfrancaise.fr/rapports-publics/134000095/index.shtml
Paris, Ministère de l'égalité des territoires, 2013 - 95 p., ann., bibliogr.

Mise en place en septembre 2012, la commission pour la création d'un Commissariat général à l'égalité des territoires (CGET) a été chargée de travailler sur l'évolution des outils administratifs en charge de l'égalité des territoires. Elle propose de retenir cinq familles de scénarios :
– rénover la DATAR pour mieux garantir les fonctions socles de l'égalité (le CGET a en charge la politique d'aménagement du territoire);
– doter l'État et les collectivités d'un outil de prospective commun ;
– unifier le ministère de l'égalité des territoires et ses politiques (le CGET est l'administration du ministère de l'égalité des territoires);
– instaurer une structure de pilotage aux compétences élargies pour mieux différencier les interventions financières de l'État (le CGET procède au rééquilibrage des moyens affectés aux territoires);
– créer un Secrétariat général à l'égalité des territoires (le CGET assure la cohérence de la production législative et l'utilisation des crédits).

AMENAGEMENT DU TERRITOIRE, FINANCEMENT, INEGALITE, INTERVENTION DE L'ETAT, SCENARIO
INSTITUTIONS, POLITIQUE PUBLIQUE, POLITIQUE TERRITORIALE, PRINCIPE D'EGALITE, TERRITOIRE

20572 CONSEIL GENERAL DE L'ENVIRONNEMENT ET DU DEVELOPPEMENT DURABLE
LEVY (C), KEGELART (JJ), FOCRET (M)
Audit des synergies et convergences des démarches traitant de la conception durable des territoires à différentes échelles. Rapport du CGEDD n° 008372-01.
http://www.cgedd.developpement-durable.gouv.fr/audit-des-synergies-et-a1381.html
Paris, Ministère de l'écologie, 2012 - 95 p., ann., bibliogr.

Depuis une dizaine d'années, l'État, les collectivités territoriales ou des structures privées ont initié un nombre croissant de "démarches territoires durables", auxquelles sont associés des référentiels, labels, guides et réseaux d'échanges de bonnes pratiques. Le paysage actuel se caractérise par un foisonnement qui rend nécessaire une amélioration de la lisibilité globale. Après avoir identifié les principales démarches françaises et internationales, à toutes les échelles territoriales, suffisamment abouties pour avoir donné lieu à la production de référentiels, le rapport analyse les forces et faiblesses de l'expérience française.

Il propose des pistes d'action pour assurer la cohérence des référentiels dans le double objectif d'améliorer leur lisibilité en interne comme à l'international et de pérenniser le savoir-faire français. Cinq axes de progrès sont formulés, portant notamment sur un recentrage plus opérationnel des démarches et des référentiels associés ; la définition d'indicateurs de base communs ; la mise en place d'un groupe de travail pour établir une feuille de route stratégique et un plan d'action coordonnée en 2013.

AUDIT, COLLECTIVITES LOCALES, URBANISME
AGENDA 21, AMENAGEMENT DU TERRITOIRE, DEVELOPPEMENT DURABLE, INDICATEUR DEVELOPPEMENT DURABLE, POLITIQUE TERRITORIALE, REFERENTIEL, STRATEGIE, TERRITOIRE, VILLE DURABLE

URBANISME – VILLES

20691 REGION Picardie, INVENTAIRE GENERAL DU PATRIMOINE CULTUREL
MINNAERT (JB), VERGAIN (P), BARBEDOR (I)
Périurbains. Territoires, réseaux et temporalités. Actes du colloque d'Amiens, 30 septembre-1er octobre 2010.
Lyon, Editions Lieux Dits, 2013 - 176 p., cartes, photogr., schémas, ann.
col. : *Cahiers du patrimoine* n° 102

Les différentes contributions de spécialistes reprennent les objectifs du colloque :
– introduire la démarche scientifique dans les actuelles politiques urbaines et culturelles portant sur le périurbain
– mieux construire le concept de périurbain en histoire de l'architecture, en rapport avec les autres sciences de l'homme et de la société ;
– réfléchir aux approches et aux méthodes d'analyse des inventaires en situations périurbaines ;
– mieux penser les rapports théoriques et pratiques entre les processus d'urbanisation, les projets de valorisation, les projets d'urbanisme, les politiques urbaines et culturelles, la création artistique, l'histoire de l'architecture et les inventaires du bâti et de l'espace périurbains.

AMENAGEMENT DU TERRITOIRE, CULTURE, HISTOIRE, PATRIMOINE
ARCHITECTURE, GRAND PARIS, PAYSAGE, PERIURBANISATION, POLITIQUE URBAINE, RECHERCHE URBAINE, SOCIOLOGIE URBAINE, TERRITOIRE, URBANISATION
CONGO, GARDANNE, ILE DE FRANCE

DEVELOPPEMENT DURABLE

18386 OBSERVATOIRE NATIONAL DES AGENDAS 21 LOCAUX ET PRATIQUES TERRITORIALES DE DEVELOPPEMENT DURABLE
Panorama des agendas 21 locaux et des pratiques territoriales de développement durable en France. Février 2013.
http://observatoire-territoires-durables.org/spip.php?rubrique28
Paris, Observatoire national des Agendas 21, 2013 - 9 p., graph., cartes

Ce panorama présente une analyse quantitative et qualitative des démarches territoriales de développement durable engagées en France, qui s'appuie sur les informations de la banque de données de l'Observatoire national des agendas 21.
La brochure 2013 est le fruit de travaux prospectifs sur la préfiguration de l'agenda 21 et les évolutions du contexte des territoires à l'horizon 2032. Elle revient sur la Conférence de Rio+20 et met en avant les expériences des régions Limousin, Île-de-France et du Conseil général de la Martinique.

COLLECTIVITES LOCALES, PROSPECTIVE
AGENDA 21, CONCERTATION, CONFERENCE RIO+20, DEVELOPPEMENT DURABLE, PLAN CLIMAT, POLITIQUE TERRITORIALE
CENTRE, ILE DE FRANCE, LIMOUSIN, LORRAINE, MARTINIQUE, MIDI PYRENEES, PAYS DE LA LOIRE, PROVENCE ALPES COTE D'AZUR

20652

ETD – CENTRE DE RESSOURCES DU DEVELOPPEMENT TERRITORIAL
WISNER (V), DOREL (M)
Responsabilité sociétale. Évaluer son fonctionnement et ses politiques au regard du développement durable.
http://www.projetdeterritoire.com/index.php/plain_site/Publications/Notes-d-ETD
Paris, ETD, 2013 - 22 p.
col. : *Notes d'ETD (Les)*

COLLECTIVITES LOCALES, METHODOLOGIE
AGENDA 21, DEVELOPPEMENT DURABLE, EVALUATION, POLITIQUE PUBLIQUE, RESPONSABILITE SOCIALE DE L'ENTREPRISE, STRATEGIE DE DEVELOPPEMENT DURABLE

20486

OBSERVATOIRE NATIONAL DES AGENDAS 21 LOCAUX ET PRATIQUES TERRITORIALES DE DEVELOPPEMENT DURABLE
ERMISSE (L), AUZONNE (T), BRAILLON (C)
Agenda 21 et participation. La voix de tous sur la voie de l'intérêt général. Repères pour l'action.
http://observatoire-territoires-durables.org/spip.php?article1518
Paris, Observatoire national des Agendas 21, 2012 - 107 p., bibliogr.
col. : *Cahiers de l'observatoire (Les)* n° 6

L'Observatoire national des agendas 21 publie ce cahier en réponse aux préoccupations des collectivités et pour conclure sa réflexion sur la philosophie et les pratiques de participation dans les agendas 21 locaux. Construit autour des enseignements des collectivités, il donne des éléments clés pour construire, animer et mettre en œuvre un projet territorial de développement durable en s'appuyant sur la participation de l'ensemble de la société civile.

COLLECTIVITES LOCALES, PARTICIPATION, PROSPECTIVE
AGENDA 21, DEMOCRATIE PARTICIPATIVE, DEVELOPPEMENT DURABLE

20429

INSTITUT DE RECHERCHES ECONOMIQUES ET SOCIALES
SYNDEX, CENTRE FRANCAIS D'INFORMATION SUR LES ENTREPRISES, CFDT
CHABROL (O), COZETTE (M)
Le reporting de responsabilité sociale d'entreprise et son utilisation.
Paris, CFIE Conseil, Syndex, 2012 - 113 p.

Cette étude s'est déroulée en deux volets. Le premier, piloté par CFIE-Conseil de mars à avril 2011, a consisté en l'analyse documentaire du reporting public de dix entreprises françaises. Il s'est conclu par la rédaction de dix fiches d'entreprises qui constituent la première partie de ce rapport.
Le deuxième volet, piloté par Syndex de septembre à décembre 2011, consistait à rechercher, au travers d'entretiens, comment le reporting RSE de l'entreprise était appréhendé et utilisé. Quatre des dix entreprises analysées dans le volet 1 ont ainsi servi de terrain d'analyse au volet 2 ; cette analyse fait l'objet de la deuxième partie de ce rapport.
En troisième partie, le rapport tire les principaux enseignements de ces études de cas et élabore des recommandations aux acteurs pour une meilleure utilisation du reporting RSE.

METHODOLOGIE, STRATEGIE DE L'ENTREPRISE
ETUDE DE CAS, GOUVERNANCE, RAPPORT DEVELOPPEMENT DURABLE, RESPONSABILITE SOCIALE DE L'ENTREPRISE
CARREFOUR, CREDIT AGRICOLE, EDF, GROUPAMA, LAGARDERE, PINEAU PRINTEMPS REDOUTE, PSA, SAINT GOBAIN, SODEXO

ENERGIE – MATIERES PREMIERES

ENERGIE RENOUVELABLE

20687

BICHAT (H), MATHIS (P)
La biomasse, énergie d'avenir ?
Versailles, Editions Quae, 2013 - 225 p., lexique, bibliogr.
col. : *Enjeux Sciences*

La politique énergétique mondiale est entrée dans une phase de transition imposant de réduire fortement dans l'avenir la consommation d'énergies fossiles, sources de gaz à effet de serre et dont la ressource n'est pas inépuisable. La biomasse pourra-t-elle participer à cette transformation énergétique et répondre aux besoins croissants de l'humanité en énergie ? Issue de la forêt, des cultures et des déchets, elle est limitée par la capacité de production des sols et par la concurrence des autres usages de la biomasse (alimentation, chimie et matériaux).

AGRICULTURE, BETTERAVE, BIOMASSE, BOIS, DECHET, ENERGIE, FORET, POLITIQUE ENERGETIQUE, PRODUIT AGRICOLE
ENERGIE RENOUVELABLE, TRANSITION ENERGETIQUE

17189 OBSERVATOIRE DES ENERGIES RENOUVELABLES
État des énergies renouvelables en Europe. 12e bilan EurObserv'ER. Edition 2012.
http://www.energies-renouvelables.org
Paris, Observ'er, 2012 - 240 p., tabl., graph., photogr., web

EurObserv'ER collecte des données et réalise des analyses sur la part des énergies renouvelables dans la consommation brute d'énergie finale de l'Union européenne. Pour les 12 filières sont fournis des indicateurs énergétiques et socio-économiques (emplois, chiffres d'affaires). Sept études de cas régionales complètent le document.

BIOGAZ, BIOMASSE, CHIFFRE D'AFFAIRES, CONSOMMATION D'ENERGIE, DECHET, ELECTRICITE, ENERGIE EOLIENNE, ENERGIE GEOTHERMIQUE, ENERGIE MAREMOTRICE, ENERGIE SOLAIRE, INDICATEUR ECONOMIQUE, PROSPECTIVE ENERGIE
BIOCARBURANT, COMPARAISONS INTERNATIONALES, EMPLOI VERT, ENERGIE HYDRAULIQUE, ENERGIE MARINE, ENERGIE RENOUVELABLE, ENERGIE THERMIQUE, ETUDE DE CAS, MARCHE DE L'ENERGIE, POLITIQUE EUROPEENNE DE L'ENVIRONNEMENT, PRODUCTION D'ENERGIE, STATISTIQUES DE L'ENERGIE, TRAITEMENT DES DECHETS
EUROPE

POLITIQUE DE L'ENERGIE

20598 CONSEIL ECONOMIQUE SOCIAL ET ENVIRONNEMENTAL
BETHENCOURT (A DE), CHORIN (J)
Efficacité énergétique : un gisement d'économies ; un objectif prioritaire.
http://www.lecese.fr/travaux-publies/efficacite-energetique-un-gisement-deconomies-un-objectif-prioritaire
Paris, Journal officiel, 2013 - 86 p., bibliogr., ann., graph.
col. : *Avis et rapports* n° 2013-1

L'efficacité énergétique se définit comme une consommation d'énergie moindre pour un même service rendu. Elle est, ou sera, selon la volonté des acteurs, des pouvoirs publics et de la société, un marché du futur et une filière innovante et créatrice d'emplois. Tout y invite : l'obligation de réduire par quatre les émissions de gaz à effet de serre, la nouvelle directive européenne Efficacité énergétique à transcrire, l'augmentation prévisible du prix de l'énergie, la présence en France des leaders industriels et d'un important secteur artisanal dans ce domaine. L'enjeu est de taille : l'efficacité énergétique constitue la première source potentielle d'énergie domestique à l'horizon 2020. Pour y parvenir et maintenir l'effort dans la durée, certaines orientations sont incontournables : choix politiques forts, vision à long terme, continuité des politiques publiques, meilleure information des citoyens. Mais cet avis souligne que rien n'aboutira, si les moyens financiers ne sont pas à la hauteur des enjeux et si des programmes de financement innovants ne sont pas développés.

AGRICULTURE, CONSOMMATION D'ENERGIE INDUSTRIE, ECONOMIES D'ENERGIE, FINANCEMENT, INDUSTRIE, INNOVATION, INVESTISSEMENT, POLITIQUE ENERGETIQUE, REGLEMENTATION
BATIMENT, EFFICACITE ENERGETIQUE, PRECARITE ENERGETIQUE
TOM DOM

20599 CONSEIL ECONOMIQUE SOCIAL ET ENVIRONNEMENTAL
TISSOT COLLE (C), JOUZEL (J)
La transition énergétique : 2020-2050, un avenir à bâtir, une voie à tracer.
http://www.lecese.fr/travaux-publies/la-transition-energetique-2020-2050-un-avenir-batir-une-voie-tracer
Paris, Journal officiel, 2013 - 116 p., ann., tabl.
col. : *Avis et rapports* n° 2013-2

Dans un monde marqué par la croissance de la demande en énergie des pays en développement et où les problèmes environnementaux et sociaux posés par le changement climatique ne font que s'amplifier, la transition énergétique s'impose comme la réponse aux défis présents et à venir. Elle nécessite un engagement déterminé en faveur d'une société sobre en énergie et en carbone, soutenu par une volonté politique forte. Les recommandations du Conseil économique, social et environnemental, formulées pour les grandes étapes de cette transition qui vont d'aujourd'hui à 2050, mettent en avant l'urgence d'un meilleur partage des enjeux et d'une pédagogie de la sobriété énergétique. L'adaptation des acteurs et filières économiques, la construction d'une véritable Europe de l'énergie ou l'investissement dans la recherche-développement sont au cœur des préoccupations de la société civile.

CONSOMMATION D'ENERGIE, ENERGIE, ENERGIE NUCLEAIRE, ETUDES 2020, FINANCEMENT, INNOVATION, POLITIQUE ENERGETIQUE, PROSPECTIVE ENERGIE, RECHERCHE DEVELOPPEMENT
CHANGEMENT CLIMATIQUE, ECONOMIE BAS CARBONE, EMISSIONS DE CO2, ENERGIE FOSSILE, ENERGIE RENOUVELABLE, GOUVERNANCE, PERFORMANCE, POLITIQUE EUROPEENNE DE L'ENERGIE, TRANSITION ENERGETIQUE

ENVIRONNEMENT

20426 AGENCE DE L'ENVIRONNEMENT ET DE LA MAITRISE DE L'ENERGIE, AUTORITE DE REGULATION PROFESSIONNELLE DE LA PUBLICITE
Publicité et environnement. Bilan 2011.
http://www.arpp-pub.org/publicite-environnement,855.html
Paris, ARPP, 2012 - 23 p.
col. : *Rapport d'étude*

L'étude ADEME-ARPP (Autorité de Régulation Professionnelle de la Publicité) a été réalisée au cours du premier semestre 2011 dans 13 secteurs, qui vont de l'alimentation à l'énergie, en passant par le BTP et l'immobilier. Elle porte essentiellement sur les messages diffusés sur internet et dans la presse.
Elle révèle que 89 % des messages publicitaires liés à l'environnement sont conformes aux recommandations déontologiques en matière de développement durable de l'ARPP. Elle constate par ailleurs une hausse du nombre de publicités liées à l'environnement, mais un recul de l'argument environnemental.

ENVIRONNEMENT, MARKETING, PUBLICITE
DEONTOLOGIE, DEVELOPPEMENT DURABLE

20538 FONDATION BIOSPHERE ET SOCIETE
LEBRETON (P)
Le futur a-t-il un avenir ? Pour une responsabilité socio-écologique.
Paris, Sang de la terre, Médial, 2012 - 378 p., bibliogr., tabl., graph.

L'auteur dresse un tableau argumenté des paramètres qu'il considère comme déterminants pour la situation et l'évolution des sociétés humaines : le temps, la population, l'énergie et les autres ressources naturelles. Il propose une philosophie où la prise de conscience individuelle et collective déboucherait sur une sobriété réfléchie.

CONSOMMATION, CONSOMMATION D'ENERGIE, ELECTRICITE, ENERGIE, POPULATION, PROSPECTIVE, SCENARIO, SOCIETE
BIODIVERSITE, CHANGEMENT CLIMATIQUE, DECROISSANCE, ECOLOGIE POLITIQUE, PROSPECTIVE ENVIRONNEMENT, RESSOURCES NATURELLES

CHANGEMENT CLIMATIQUE

20438 AGENCE EUROPEENNE POUR L'ENVIRONNEMENT
Urban adaptation to climate change in Europe. Challenges and opportunities for cities together with supportive national and European policies.
http://www.eea.europa.eu/publications/urban-adaptation-to-climate-change
Copenhague, AEE, 2012 - 143 p., bibliogr., tabl., cartes, graph.
col. : *EEA Report* n° 2/2012

Ce rapport est la première évaluation européenne de la vulnérabilité urbaine au changement climatique. Il attire l'attention sur le rôle important que les politiques européennes et nationales ont à jouer pour aider les villes à s'adapter. Il analyse les étapes de planification des stratégies d'adaptation et s'intéresse à l'articulation des gouvernances aux différents niveaux (local, régional, national et européen). Il donne des conseils pour l'adaptation des villes au changement climatique et présente quelques exemples de bonnes pratiques déjà mises en œuvre dans le monde.

FINANCEMENT, VILLE, ZONE URBAINE
ADAPTATION AU CHANGEMENT CLIMATIQUE, CATASTROPHE, CHANGEMENT CLIMATIQUE, EVALUATION, GOUVERNANCE, INONDATION, NIVEAU DE LA MER, PLANIFICATION URBAINE, POLITIQUE EUROPEENNE DE L'ENVIRONNEMENT, POLITIQUE TERRITORIALE, POLITIQUE URBAINE, RESILIENCE, RISQUE, SECHERESSE, VULNERABILITE
EUROPE

20583

CENTRE D'ANALYSE STRATEGIQUE
CENTRE NATIONAL DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE, INSTITUT FRANCILIEN RECHERCHE INNOVATION SOCIETE, ECOLE DES HAUTES ETUDES EN SCIENCES SOCIALES, CENTRE ALEXANDRE KOYRE
DAHAN (A), AYKUT (SC)
De Rio 1992 à Rio 2012. Vingt années de négociations climatiques. Quel bilan ? Quel rôle pour l'Europe ? Quels futurs ?
http://www.strategie.gouv.fr/content/negociations-climatiques-internationales-rapport
Paris, Centre d'analyse stratégique, 2012 - 190 p., bibliogr.

L'étude revient sur l'historique du processus, son cadrage et son fonctionnement, met en évidence les évolutions géopolitiques et les tournants marquants. Elle retrace les différentes phases par lesquelles l'Union européenne a acquis un rôle qui lui confère des responsabilités concrètes. Elle tente d'identifier les impasses, les blocages et les possibilités d'avancées, non seulement au sein du processus global onusien, mais aussi à d'autres échelles.

GEOPOLITIQUE
CHANGEMENT CLIMATIQUE, CONFERENCE DE COPENHAGUE, CONFERENCE DE RIO, CONFERENCE RIO+20, COOPERATION INTERNATIONALE, ETHIQUE, GOUVERNANCE, NEGOCIATION, POLITIQUE EUROPEENNE DE L'ENERGIE, POLITIQUE EUROPEENNE DE L'ENVIRONNEMENT, PROSPECTIVE ENVIRONNEMENT, PROTOCOLE DE KYOTO, TRANSITION ENERGETIQUE, UNION EUROPEENNE
ORGANISATION DES NATIONS UNIES
ETATS-UNIS, EUROPE

20582

CENTRE D'ANALYSE STRATEGIQUE
AUVERLOT (D), BARREAU (B), FRANCK (O)
Où vont les négociations climatiques internationales ? Colloque du 14 novembre 2012.
http://www.strategie.gouv.fr/content/negociations-climatiques-internationales-rapport#les-ressources
Paris, Centre d'analyse stratégique, 2012 - 68 p.

En marge du colloque, ce document regroupe trois notes. La première porte sur le bilan du sommet de Rio et ses enseignements pour les futurs accords mondiaux en faveur du développement durable. Les deux suivantes s'appuient sur les principaux enseignements de deux études réalisées pour le CAS :
– les indices de la perception du discours des scientifiques sur le climat dans les pays émergents, en France et aux États-Unis, et des solutions pour mieux lutter contre le "climatoscepticisme" (Etude cote 20584),
– les transformations géopolitiques qui ont marqué les négociations sur le climat, le rôle de l'Union européenne dans la gouvernance climatique mondiale et la nouvelle stratégie qu'elle pourrait adopter pour les faire progresser (Étude cote 20583).

GEOPOLITIQUE, POLITIQUE DE L'ENVIRONNEMENT
ACCORDS, CHANGEMENT CLIMATIQUE, CONFERENCE RIO+20, CONTROVERSE, DEVELOPPEMENT DURABLE, GOUVERNANCE, NEGOCIATION, UNION EUROPEENNE
CHINE, ETATS-UNIS, EUROPE, FRANCE, MONDE, PAYS EN DEVELOPPEMENT

DROIT DE L'ENVIRONNEMENT

20591 COURNIL (C), COLARD FABREGOULE (C)
Changements environnementaux globaux et Droits de l'Homme.
Bruxelles, Bruylant, 2012 - 648 p., index, bibliogr.

Les États et la communauté internationale ont progressivement pris conscience que les dégradations environnementales portent atteinte aux droits humains, en entraînant des effets directs ou indirects sur les conditions de vie, de santé, de travail, de propriété des individus. A ce titre, la protection de l'environnement s'est imposée comme un nouveau droit fondamental. Consacrés sous différentes formes, les droits fondamentaux de l'environnement forment une "matrice" complexe en constante évolution. Cet ouvrage, regroupant la participation de trente spécialistes, analyse les conditions d'émergence de ces droits, leurs contenus selon les systèmes de droit, leurs portées, leurs interactions positives ou négatives avec les autres droits humains, mais aussi leurs interdépendances et leur théorisation.

ASSAINISSEMENT, CONSOMMATION ALIMENTAIRE, DROIT, DROIT DE L'ENVIRONNEMENT, DROIT INTERNATIONAL, DROITS DE L'HOMME, EAU, ENTREPRISE, JURISPRUDENCE, ORGANISATIONS INTERNATIONALES, PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT, SANTE
CATASTROPHE, CHANGEMENT CLIMATIQUE, JUSTICE ENVIRONNEMENTALE, RESPONSABILITE ENVIRONNEMENTALE, RESSOURCES NATURELLES
BOLIVIE, EQUATEUR, EUROPE, FRANCE

20590 MICHELOT (A)
Équité et environnement. Quel(s) modèle(s) de justice environnementale ?
Bruxelles, Larcier, 2012 - 478 p., bibliogr.

Le concept de justice environnementale, central dans les doctrines juridiques étrangères, en Amérique du Nord en particulier, et présent dans les débats juridiques internationaux, reste méconnu dans la recherche française où il est réduit à l'étude des droits procéduraux. Il est exploré dans cet ouvrage qui réunit les contributions du colloque annuel de la Société française pour le droit de l'environnement (SFDE) qui s'est tenu à l'Université de La Rochelle en décembre 2010. Un chapitre étudie un régime de partage équitable de la biodiversité en Guyane.

DECHET, DROIT COMMUNAUTAIRE, DROIT DE L'ENVIRONNEMENT, DROIT INTERNATIONAL, NORME, PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT
BIODIVERSITE, CONTENTIEUX, DROIT PENAL, EQUITE, ETHIQUE, FISCALITE ENVIRONNEMENTALE, GOUVERNANCE, JUSTICE ENVIRONNEMENTALE, PRINCIPE D'EGALITE, RESPONSABILITE, RESPONSABILITE SOCIALE DE L'ENTREPRISE, STOCKAGE DE CO2
EUROPE, GUYANE

ECONOMIE DE L'ENVIRONNEMENT

20686 ALTERNATIVES ECONOMIQUES
L'économie verte en trente questions.
Paris, Alternatives économiques, 2013 - 160 p., index, tabl., graph.
col. : *Alternatives économiques Poche* n° HS n° 61

Ce document présente les fondamentaux de l'économie verte : les raisons pour lesquelles il est urgent de changer de cap économique, les sept plaies de la crise écologique, les clés pour instaurer une société durable et les modalités pour réconcilier économie et écologie.

CRISE ECONOMIQUE, CROISSANCE ECONOMIQUE
CHANGEMENT CLIMATIQUE, CONSOMMATION DURABLE, CROISSANCE VERTE, DEVELOPPEMENT DURABLE, ECONOMIE DE L'ENVIRONNEMENT, TRANSITION ECOLOGIQUE

20601 INSTITUT DE RECHERCHES ECONOMIQUES ET SOCIALES
ASSOCIATION 4D, CFDT
HOURS (A), LAPIERRE (C), MOUSEL (M), GRISON (P), TUUHIA (V)
Pour une économie écologique et équitable. Etat des lieux et propositions.
http://www.association4d.org/article.php3?id_article=710
Paris, Association 4D, 2012 - 122 p., bibliogr., schémas, ann.
col. : *Dossiers et débats pour le développement durable*

Ce rapport cherche à préciser la notion d'"économie verte" et les positions des différents acteurs dans le contexte de l'après Rio+20. Il décrit les grandes caractéristiques d'une économie écologique et équitable, permettant de surmonter tout à la fois la crise écologique et la crise sociale. Il montre le rôle fondamental des territoires dans la transition, les mieux placés pour inventer et expérimenter les voies de résilience et de transition.

EMPLOI
CHRONOLOGIE, CONFERENCE RIO+20, CROISSANCE VERTE, DEVELOPPEMENT DURABLE, ECONOMIE BAS CARBONE, ECONOMIE CIRCULAIRE, ECONOMIE DE L'ENVIRONNEMENT, REGULATION, RESILIENCE, TECHNOLOGIE DE L'INFORMATION ET DE LA COMMUNICATION, TERRITOIRE, TERRITORIALISATION, TRANSITION ECOLOGIQUE

MILIEU NATUREL

20468

MINISTERE DE L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR ET DE LA RECHERCHE
FONDATION POUR LA RECHERCHE SUR LA BIODIVERSITE
MAITRE D'HOTEL (Elodie), PELEGRIN (Flora), GUIRAL (Clarisse)
Les valeurs de la biodiversité.
1- Un état des lieux de la recherche française.- 2012.- 48 p.
2- Un regard sur les approches et le positionnement des acteurs.- 2013.- 53 p.
http://www.fondationbiodiversite.fr/publications/rapports-et-expertises
Paris, Fondation pour la recherche sur la biodiversité, 2013 - 53 p., bibliogr., ann., graph.
col. : *Expertise et synthèse*

Le volume 1 analyse l'état et la dynamique de la recherche française autour des valeurs de la biodiversité. Il présente un tour d'horizon des questions abordées et des approches mobilisées par les chercheurs de différentes disciplines. Au fil de ce rapport, se dessine la structuration et la dynamique d'un champ de recherche en pleine évolution.
Le volume 2 présente et analyse le positionnement et les motivations des acteurs par rapport à la question des valeurs de la biodiversité : les types de valeurs attribués, l'influence du cadre politique et juridique, la manière dont les valeurs de la biodiversité sont mobilisées dans les stratégies de positionnement des porteurs d'enjeux.

CHERCHEUR, RECHERCHE
BIODIVERSITE, EVALUATION ECONOMIQUE, SERVICE ECOLOGIQUE, STRATEGIE, VALEUR

20506

JOHNSON (PW)
Biopiraterie. Quelles alternatives au pillage des ressources naturelles et des savoirs ancestraux ?
Paris, Editions Charles Léopold Mayer, 2011 - 239 p., bibliogr., lexique

La biodiversité et les écosystèmes locaux sont sources de richesse économique, notamment pour les secteurs pharmaceutique, cosmétique et alimentaire. En 1992, la Convention sur la diversité biologique a posé les bases pour un commerce éthique et durable des produits issus des espèces natives permettant d'éviter la biopiraterie ou le pillage des ressources naturelles et des savoirs ancestraux. Pourtant, aujourd'hui encore, peu d'instruments existent, en termes de modèle économique ou de certification, pour la prise en compte de ces principes. S'appuyant sur différents cas pratiques, l'auteur éclaire les notions peu connues de biopiraterie et de biocommerce éthique pour en saisir les principaux enjeux. Proposant une évaluation des labels et des systèmes de garantie les plus usités, il explore la question de la propriété intellectuelle des savoirs liés à la biodiversité. Il indique des pistes pour l'élaboration de nouveaux modèles de préservation et de partage des connaissances, afin que la valeur économique et sociale créée sur cette base soit équitablement répartie.

COMMERCE, ENTREPRISE, PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT
BIODIVERSITE, CERTIFICATION, COMMERCE EQUITABLE, ECOSYSTEME, ETHIQUE, ETUDE DE CAS, LABEL, PROPRIETE INTELLECTUELLE, RESSOURCES NATURELLES, VALEUR
BRESIL, MONDE

POLITIQUE DE L'ENVIRONNEMENT

20398 MINISTERE DE L'ECOLOGIE
Feuille de route pour la transition écologique.
Tableau de bord de la mise en œuvre.
État d'avancement n° 1 - janvier 2013.- 26 p.
État d'avancement n° 2 - avril 2013.- 27 p.
http://www.developpement-durable.gouv.fr/Conference-environnementale,32077.html
Paris, Ministère de l'écologie, 2013 -

Les tableaux de bord présentent l'ensemble des mesures et l'état d'avancement des cinq thèmes de la Conférence environnementale de septembre 2012.
La Conférence environnementale a pour objectif de mener une concertation en amont, sur le programme de travail du gouvernement, en dégageant des priorités et en définissant des méthodes de discussion et d'élaboration des réformes à mettre en œuvre.
Elle a donné lieu à cinq tables rondes :
– Table ronde n° 1 : Préparer le débat national sur la transition énergétique.
– Table ronde n° 2 : Faire de la France un pays exemplaire en matière de reconquête de la biodiversité.
– Table ronde n° 3 : Prévenir les risques sanitaires environnementaux.
– Table ronde n° 4 : Financement de la transition et fiscalité écologique.
– Table ronde n° 5 : Améliorer la gouvernance environnementale.
Cette feuille de route est le résultat des travaux des deux jours de débats et de confrontations de chacune des tables rondes, et de l'ensemble des échanges qui les ont précédées.

FINANCEMENT, POLITIQUE DE L'ENVIRONNEMENT, POLITIQUE ENERGETIQUE, PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT
BIODIVERSITE, CONFERENCE ENVIRONNEMENTALE, ENERGIE RENOUVELABLE, FISCALITE ENVIRONNEMENTALE, GOUVERNANCE, PREVENTION DES RISQUES, RISQUE SANITAIRE, TABLEAU DE BORD, TRANSITION ECOLOGIQUE, TRANSITION ENERGETIQUE

20600 SENAT
ROSSIGNOL (L), NEGRE (L)
Du Grenelle à la Conférence environnementale : à la recherche d'un nouveau souffle. Application des lois n° 2009-967 du 3 août 2009 de programmation relative à la mise en œuvre du Grenelle de l'environnement (Grenelle I) et n° 2010-788 du 12 juillet 2010 portant engagement national pour l'environnement (Grenelle II).
http://www.senat.fr/notice-rapport/2012/r12-290-notice.html
Paris, Sénat, 2013 - 61 p.
col. : *Rapport d'information* n° 290

Les lois Grenelle 1 et 2 ont marqué une rupture dans la manière d'aborder la décision politique en matière environnementale. Elles ont confirmé la méthode mise en œuvre à l'occasion du Grenelle de l'environnement lancé en 2007 : associer toutes les parties prenantes à l'élaboration des décisions, à travers la gouvernance à cinq. Cette méthode a permis de donner l'élan nécessaire à la mise en œuvre des différents volets du Grenelle. Les procédures d'enquête publique, de participation du public à l'élaboration des décisions environnementales ou encore de débat public sont devenues des méthodes de gouvernance de droit commun. Tel est le constat de ce rapport qui fait état d'un bon niveau général d'application de ces lois, deux décrets seulement sur les trente-deux concernés par les questions de gouvernance étant en attente de publication.

DECISION, METHODOLOGIE, PARTICIPATION, POLITIQUE DE L'ENVIRONNEMENT
BILAN, CONFERENCE ENVIRONNEMENTALE, GOUVERNANCE, GRENELLE DE L'ENVIRONNEMENT, INFORMATION DU PUBLIC, LOI GRENELLE 1, LOI GRENELLE 2, PARTIE PRENANTE, RESPONSABILITE SOCIALE DE L'ENTREPRISE

POLLUTIONS – NUISANCES

20465 AGENCE EUROPEENNE POUR L'ENVIRONNEMENT
Air quality in Europe - 2012 report.
http://www.eea.europa.eu/publications/air-quality-in-europe-2012
Copenhague, AEE, 2012 - 104 p., graph., tabl., cartes, ann.
col. : *EEA Report* n° 4/2012

Ce rapport présente une vue d'ensemble et une analyse de la situation et des tendances de la qualité de l'air en Europe de 2001 à 2010, à partir de l'étude de différents polluants.

POLLUTION AIR, REGLEMENTATION
EMISSIONS DE CO2, EMISSIONS DE GAZ A EFFET DE SERRE, OZONE, POLITIQUE EUROPEENNE DE L'ENVIRONNEMENT, POLLUANT, QUALITE DE L'AIR
EUROPE

RISQUES

20688 FRESSOZ (JB)
L'apocalypse joyeuse. Une histoire du risque technologique.
Paris, Seuil, 2012 - 315 p., bibliogr.
col. : *Univers historique (L')*

Cet ouvrage expose l'entrée de la France et de la Grande-Bretagne dans la modernité industrielle au tournant des XVIIIe et XIXe siècles : celle des vaccins, des machines, des usines chimiques et des locomotives. Il plonge au cœur des controverses vives qui surgirent autour des risques et des nuisances de ces innovations et montre comment les critiques et les contestations furent réduites ou surmontées pour qu'advienne la société industrielle. L'histoire du risque évoquée dans cet ouvrage n'est pas celle d'une prise de conscience, mais celle de la construction d'une certaine inconscience modernisatrice.

ENVIRONNEMENT, HISTOIRE, INDUSTRIE, INNOVATION, SANTE, SOCIOLOGIE, TECHNOLOGIE
CATASTROPHE, CONTROVERSE, ECLAIRAGE, RESPONSABILITE, RISQUE INDUSTRIEL, RISQUE SANITAIRE, RISQUE TECHNOLOGIQUE
FRANCE, GRANDE-BRETAGNE

20645 ORGANISATION DE COOPERATION ET DE DEVELOPPEMENT ECONOMIQUES
ALBERINI (A), BATEMAN (I), LOOMES (G), SCASNY (M)
Évaluation des risques environnementaux pour la santé des enfants.
Paris, OCDE, 2012 - 170 p., graph., tabl., bibliogr.

La réduction des risques environnementaux a-t-elle plus de valeur lorsqu'il s'agit d'enfants que lorsqu'il s'agit d'adultes ? Quelles en sont les conséquences pour l'action des pouvoirs publics ? Produit final du projet sur l'évaluation des impacts sur la santé liés à l'environnement (VERHI), ce rapport expose les résultats de travaux de recherche consacrés à cette importante question de politique de l'environnement. Les auteurs présentent des estimations de la valeur d'une vie statistique (VVS) des enfants et des adultes, produites sur la base de nouvelles approches méthodologiques de l'évaluation de la santé des enfants. Ces travaux se distinguent par la dimension internationale des enquêtes (réalisées en Italie, en République tchèque et au Royaume-Uni) et par un travail approfondi de mise au point.

ENQUETE, ENVIRONNEMENT, METHODOLOGIE, POLITIQUE DE L'ENVIRONNEMENT, SANTE
ANALYSE DES PREFERENCES, ENFANT, EVALUATION, POLITIQUE PUBLIQUE, RISQUE, RISQUE SANITAIRE
GRANDE-BRETAGNE, ITALIE, REPUBLIQUE TCHEQUE

RECHERCHE – INNOVATION

20738 MINISTERE DE L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR ET DE LA RECHERCHE
Stratégie spatiale française.
http://www.enseignementsup-recherche.gouv.fr/cid59719/presentation-de-la-strategie-spatiale-francaise.html
Paris, Ministère de l'enseignement supérieur et de la recherche, 2012 - 20 p.

Ce document rappelle les grands principes qui guident la politique spatiale française : jouer un rôle moteur au sein de l'Europe, maintenir l'indépendance technologique et d'accès à l'espace, accélérer le développement d'applications et de services à haute valeur ajoutée et mener une politique industrielle ambitieuse harmonisée au niveau européen. Ces principes sont déclinés dans sept champs d'application : la formation, la culture scientifique et la communication, les recherches scientifique et technologique, l'accès à l'espace, les télécommunications et la navigation, l'observation de la Terre, la sécurité et la défense, l'exploration spatiale.

POLITIQUE INDUSTRIELLE, SATELLITE, TECHNOLOGIE, TELECOMMUNICATIONS
DEFENSE NATIONALE, EUROPEAN GEOSTATIONARY NAVIGATION OVER LAY SERVICE, GALILEO, GLOBAL MONITORING FOR ENVIRONMENT AND SECURITY, INDUSTRIE SPATIALE, NAVIGATION PAR SATELLITE, OBSERVATION DE LA TERRE

SOCIETE

18856 COMMISSION NATIONALE DU DEBAT PUBLIC
Commission nationale du débat public.
A – Evolution et moyens de la Commission nationale du débat public 2002-2012.- 149 p.
Le cahier de méthodologie.- 73 p.
B – Synthèse des débats et des concertations recommandées 2002-2012.- 113 p.
Bilan des débats publics 2002-2012 (2 cédéroms).
C – Rapport d'activité 2011-2012.- 167 p.
Paris, CNDP, 2013 - tabl., ann.

Le volume A retrace l'historique de la Commission nationale du débat public depuis sa création en 1995 jusqu'à la fin de l'année 2012. Ses origines et son mode de fonctionnement y sont détaillées.
Le volume B présente sous forme de fiches synthétiques l'intégralité des projets dont a été saisie la Commission de 2002 à 2012.
Le volume C retrace l'essentiel des actions menées de juin 2011 à septembre 2012.

DECISION, HISTOIRE, METHODOLOGIE, PARTICIPATION
BILAN, CONCERTATION, DEBAT PUBLIC, DEMOCRATIE PARTICIPATIVE
COMMISSION NATIONALE DU DEBAT PUBLIC

20698 AGENCE DE L'ENVIRONNEMENT ET DE LA MAITRISE DE L'ENERGIE
Les logos environnementaux sur les produits. Panorama des logos sur les produits de notre quotidien.
http://www2.ademe.fr/servlet/KBaseShow?sort=-1&cid=96&m=3&catid=12621
Angers, ADEME, 2013 - 39 p., tabl.

LOISIRS, PRODUIT ALIMENTAIRE, TOURISME
AFFICHAGE ENVIRONNEMENTAL, AGRICULTURE BIOLOGIQUE, BOISSON, CHAUSSURE, COMMERCE EQUITABLE, CONSOMMATION DURABLE, COSMETIQUE, ECO LABEL, IMPACT ENVIRONNEMENTAL, PAPIER, PEINTURE, PRODUIT INFORMATIQUE, TEXTILE

20539 REVEL (C)
La France : un pays sous influences ?
Paris, Vuibert, 2012 - 256 p.

La gouvernance qui s'est mise en place au niveau mondial facilite et légitime des influences de toutes sortes, qui agissent sur nos règles de vie et la formation de nos opinions. Cet ouvrage analyse ces influences, et au-delà, plaide pour la recherche d'un monde à la pensée non standardisée, en donnant des pistes et des instruments pour réagir.

ECONOMIE, ENTREPRISE
EVALUATION, GOUVERNANCE, GROUPE DE PRESSION, INTERNET, OPINION PUBLIQUE, STRATEGIE, UNION EUROPEENNE
ORGANISATION NON GOUVERNEMENTALE
BRESIL, CHINE, ETATS-UNIS, EUROPE, FRANCE

20608 MERCADAL (G)
Le débat public : pour quel "développement durable" ?
Paris, Presses des ponts, 2012 - 184 p.

Cet essai part du constat que la Commission nationale du débat public (CNDP) a fait fonctionner avec succès le dispositif du débat public institué par la loi de 2002, mais que l'influence de ce dernier sur les projets reste controversée. Ses propositions vont du complément des pouvoirs de saisine à donner aux défenseurs de l'environnement aux changements d'attitudes des ingénieurs de projet. Ces acteurs sauront-ils ainsi converger vers la juste influence de la critique civile émanant des débats ?

ASSOCIATION, PARTICIPATION
CONCERTATION, DEBAT PUBLIC, DEMOCRATIE PARTICIPATIVE, DEVELOPPEMENT DURABLE, PROJET
COMMISSION NATIONALE DU DEBAT PUBLIC

TRANSPORT

AUTOMOBILE

2199 ARGUS DE L'AUTOMOBILE
Tous les chiffres de l'automobile 2012 (Spécial statistiques, printemps 2013).
Paris, Argus de l'automobile, 2013 - 110 p., graph., tabl., photogr.

Immatriculations en France et en Europe. Palmarès des ventes par marque, modèle, énergie et rejets de CO_2, segment, région et département.
Production dans le monde.

ACCIDENT DE TRANSPORT, AGE DU VEHICULE, AUTOMOBILE, CARBURANT, COMMERCE REPARATION AUTOMOBILE, CYCLOMOTEUR, DEUX ROUES, ENVIRONNEMENT TRANSPORT, EQUIPEMENT DES MENAGES, EQUIPEMENTIER AUTOMOBILE, EXPORTATION, FISCALITE AUTOMOBILE, HISTOIRE DES TRANSPORTS, IMPORTATION, INDUSTRIE AUTOMOBILE, LUBRIFIANT, MARCHE DU VEHICULE D'OCCASION, MARCHE DU VEHICULE NEUF, MENAGES TRANSPORT, MOTOCYCLE, PARC AUTOMOBILE, PARC DES VEHICULES UTILITAIRES, PERMIS DE CONDUIRE, PRIX DU CARBURANT, PUISSANCE FISCALE, SOUS TRAITANCE TRANSPORT, STATISTIQUES DE TRANSPORT, STRATEGIE DE L'ENTREPRISE, TRACTEUR AGRICOLE, TRANSPORT EN EUROPE, USAGE DE L'AUTOMOBILE, VEHICULE UTILITAIRE, VEHICULE UTILITAIRE LEGER, VIGNETTE
BONUS MALUS, CARTE GRISE, CO2, CONTROLE TECHNIQUE, EMISSIONS DE CO2, IMMATRICULATION DES AUTOMOBILES, IMMATRICULATION DES VEHICULES UTILITAIRES, LOCATION LONGUE DUREE, MACHINE AGRICOLE, MARQUE DU VEHICULE, MINICAR, MISE A LA CASSE, PRIME, PRIX DU VEHICULE, SCOOTER, VEHICULE D'OCCASION, VEHICULE NEUF
DEPARTEMENTS, EUROPE, FRANCE, REGIONS

DEUX ROUES

20502 CETE Nord Picardie, CENTRE D'ETUDES SUR LES RESEAUX LES TRANSPORTS L'URBANISME ET LES CONSTRUCTIONS PUBLIQUES
SOLERE (R DE), JOUANNOT (T), QUETELARD (B)
Usagers et déplacements à vélo en milieu urbain. Analyse des enquêtes ménages déplacements.
http://www.certu.fr/fr/_S%C3%A9curit%C3%A9_et_circulation_routi%C3%A8res-n28/V%C3%A9los-n117/Usagers_et_deplacements_a_velo_en_milieu_urbain_Analyse_des_enquetes_menages_deplacements-a2407-s_article_theme.html
CERTU, 2012 - 57 p., cartes, tabl., graph.

Dans un contexte de contrainte sur l'offre de transport liée à l'augmentation du prix des carburants et aux difficultés de financement du transport collectif, le vélo apparaît comme un mode de déplacement pertinent en milieu urbain, puisque que la majorité des déplacements est réalisée sur des distances inférieures à 5 kilomètres, donc a priori réalisable à vélo.
Afin de mieux comprendre les caractéristiques des déplacements à vélo et des usagers cyclistes en milieu urbain, le Cete Nord Picardie a analysé, pour le compte du Certu, 14 enquêtes ménages déplacements récentes.

DEUX ROUES, DISTANCE DE DEPLACEMENT, ENQUETE SUR LE TRANSPORT DES MENAGES, MOBILITE, MOBILITE URBAINE, MOTIF DU DEPLACEMENT, TRANSPORT URBAIN, VILLE
BICYCLETTE, DEPLACEMENT NON MOTORISE, USAGER
FRANCE, STRASBOURG

POLITIQUE DES TRANSPORTS

20493 VILLE RAIL ET TRANSPORTS
FOREST (F)
Guide des financements européens en matière de transports.
Paris, Vie du rail (La), 2012 - 66 p.
Ville Rail et Transports (Supplément au n° 544)
col. : *Guides de la boîte à outils*

Après avoir retracé les principes généraux de fonctionnement des financements européens et les grandes lignes de la politique européenne de transport, ce guide recense et présente les sources européennes disponibles et leurs procédures d'accès :
– les financements issus de programmes européens spécifiques (RTE-T, Marco Polo II, 7e PCRD, Civitas, Energie intelligente-Europe II) ;
– les financements issus des fonds structurels européens, disponibles pour 2007-2013 dans le cadre de la politique de cohésion (programmes opérationnels plurirégionaux ou régionaux français) ;
– le soutien européen conjoint aux investissements durables en zone urbaine (Jessica);
– l'instrument d'aide à la préadhésion (IAP).

FINANCEMENT DU TRANSPORT, INVESTISSEMENT DE TRANSPORT, POLITIQUE EUROPEENNE DES TRANSPORTS, SUBVENTION
CIVITAS, FONDS STRUCTURELS EUROPEENS, MARCO POLO, PCRD, PROGRAMME EUROPEEN, RESEAU TRANSEUROPEEN
EUROPE, FRANCE, REGIONS

TRANSPORT AERIEN

7382 AEROPORTS DE PARIS
Ventilation du trafic commercial 2012.
Orly, ADP, 2012 - 28 p., tabl.

Les données analysées dans le document concernent Aéroports de Paris (Orly et Roissy Charles de Gaulle) sans distinction d'aéroport ou d'aérogare.

AEROPORT, FRET AERIEN, ORIGINE DESTINATION, TRAFIC AERIEN, TRAFIC AEROPORTUAIRE, TRAFIC INTERNATIONAL, TRAFIC MARCHANDISES, TRAFIC VOYAGEURS, TRANSPORT AERIEN, TRANSPORT AERIEN REGIONAL
STATISTIQUES AEROPORTUAIRES
EUROPE, FRANCE, MONDE, ORLY, ROISSY

TRANSPORT DE MARCHANDISES

20548 CENTRE D'ANALYSE STRATEGIQUE
BOUCHETEIL (P), AUBOUIN (C), FAVREUILLE (E), DUGUAY (V), OURLIAC (JP), MONANGE (H), SAVY (M), NIERAT (P), DUHEM (B), DELACHE (X), AUVERLOT (D)
Pour une complémentarité du rail, de la route et du fleuve au service du transport de marchandises. Actes de séminaire du 25 septembre 2012.
http://www.strategie.gouv.fr/content/actes-du-seminaire-pour-une-complementarite-du-rail-de-la-route-et-du-fleuve-au-service-du-t
Paris, Centre d'analyse stratégique, 2012 - 58 p.

Comment peut-on développer un transport durable des marchandises ? Quelles sont les difficultés rencontrées pour mettre en place une complémentarité du rail, de la route et du fleuve ? Quels sont les apports de la recherche pour l'appui des politiques publiques ? Telles sont les questions débattues lors du séminaire qui s'est déroulé le 25 septembre 2012 au Centre d'analyse stratégique.

POLITIQUE DES TRANSPORTS, RECHERCHE, TRANSFERT MODAL, TRANSPORT DE MARCHANDISES, TRANSPORT FERROVIAIRE, TRANSPORT FLUVIAL, TRANSPORT ROUTIER DE MARCHANDISES
COMPLEMENTARITE MODALE, DELTA 3, FRET FERROVIAIRE, PLATE FORME MULTIMODALE, POLITIQUE PUBLIQUE, PROGRAMME DE RECHERCHE ET DE DEVELOPPEMENT POUR L'INNOVATION ET LA TECHNOLOGIE DANS LES TRANSPORTS TERRESTRES, TRANSPORT DURABLE, TRANSPORT INTERMODAL
RFF, SETRA
DOURGES

TRANSPORT FLUVIAL

20739 PAYS-BAS NEA
Kostenstructuur zand en grindvaart 2011 en raming 2012. Januari 2012.
(Cost structure sand and gravel navigation 2011 and forecast 2012). Papier et cédérom.
Zoetermeer, NEA, 2012 - 36 p., tabl., graph.

Ce rapport analyse les coûts de transport par barge de sable et de gravier aux Pays-Bas pour l'année 2011, leur structure et leur évolution attendue pour 2012.

COUT DU TRANSPORT, GRANULAT, PREVISION DE TRANSPORT, TRANSPORT DE MARCHANDISES, TRANSPORT FLUVIAL
SABLE
PAYS-BAS

TRANSPORT MARITIME

8237 BARRY ROGLIANO SALLES
Transport maritime et construction navale 2013.
http://www.brs-paris.com/index.php?page=annualreview
Paris, BRS, 2013 - 107 p., photogr., graph., tabl.

Marché de la construction navale, marché du transport de vrac sec, marché du transport pétrolier, marché du transport de produits chimiques, marché du transport de gaz de pétrole liquéfié, des gaz chimiques et du gaz naturel liquéfié, secteur du para-pétrolier et des navires spéciaux, marché de la croisière, marché du yachting, marché des navires porte-conteneurs, marché des navires rouliers, marché des transporteurs de voitures, marché de l'assurance maritime.

ASSURANCE MARITIME, CONSTRUCTION NAVALE, CONTENEUR, FLOTTE MARCHANDE, GPL, MARCHE DU TRANSPORT, PRODUIT CHIMIQUE, STATISTIQUES MARITIMES, TRAFIC MARCHANDISES, TRAFIC VOYAGEURS, TRANSPORT DE MATIERES DANGEREUSES, TRANSPORT DE PRODUITS PETROLIERS, TRANSPORT DE VRAC, TRANSPORT FRIGORIFIQUE, TRANSPORT MARITIME, TRANSROULAGE MARITIME
CHANTIER NAVAL, CROISIERE, FRET MARITIME, GAZ NATUREL LIQUEFIE, NAVIRE DE PECHE, NAVIRE PORTE CONTENEURS, NAVIRE REFRIGERE, NAVIRE ROULIER, PETROLIER, TRANSPORT DE GAZ, TRANSPORT DE PRODUITS CHIMIQUES, TRANSPORT DE VEHICULES, VRAC SEC
CHANTIERS DE L'ATLANTIQUE
FRANCE, LA CIOTAT, LA SEYNE, MONDE

TRANSPORT MARITIME – PORT MARITIME

11333 LE MARIN
Ports et logistique 2013.
Rennes, Marin (Le), 2013 - 56 p., photogr., tabl., graph.
Marin (Le) (hors série)

Édition 2013:
Le tour d'horizon des ports mondiaux, le détail des grands trafics, tous les ports français (chiffres et analyses).

CONTENEUR, EXPORTATION, IMPORTATION, INVESTISSEMENT PORTUAIRE, LOGISTIQUE, PORT AUTONOME, PORT D'INTERET NATIONAL, PORT DE PECHE, PORT FLUVIAL, PORT MARITIME, PORT MARITIME MOYEN, TRAFIC PORTUAIRE, TRANSPORT DE VRAC, TRANSPORT MARITIME
CROISIERE, GRAND PORT MARITIME, NATURE DES MARCHANDISES, STATISTIQUES PORTUAIRES, VRAC LIQUIDE, VRAC SEC
DOM, FRANCE, TOM

REVUE DE PRESSE

GENERALITES

BERARD (C)
Les démarches participatives en matière de politiques publiques : le cas de la propriété intellectuelle des innovations biotechnologiques.
Politiques et management public n° 30/1, p. 51-73, bibliogr., tabl., graph.
01/01/2013

BIOTECHNOLOGIE, DECISION, PARTICIPATION
PARTIE PRENANTE, POLITIQUE PUBLIQUE, PROPRIETE INTELLECTUELLE

ADMINISTRATION

Les acheteurs publics serrent les coûts.
Des acheteurs plus “pros”.
UGAP, la centrale qui découpe ses marchés.
Acteurs publics n° 94, p. 70-74
01/04/2013

ADMINISTRATION, ADMINISTRATION CENTRALE, ETABLISSEMENT PUBLIC, MARCHE PUBLIC, PME
ACHAT, CENTRALE D'ACHATS, COMPORTEMENT D'ACHAT
MINISTERE DE L'INTERIEUR

ECONOMIE

L'Europe de 2020 en faits et en chiffres.
L'Europe en quelques mots et quelques dates.
Géopolitique n° 121, p. 14-21, cartes, tabl.
01/04/2013

CROISSANCE ECONOMIQUE, GEOPOLITIQUE, HISTOIRE EUROPEENNE, PIB, POLITIQUE COMMUNE, PROSPECTIVE
INTEGRATION EUROPEENNE
EUROPE

A quoi ressemblera l'environnement stratégique de l'Europe en 2030 ?
Géopolitique n° 121, p. 22-25
01/04/2013

INEGALITE, POLITIQUE COMMUNE, PROSPECTIVE
CHANGEMENT CLIMATIQUE, COOPERATION INTERNATIONALE, DEPENDANCE ECONOMIQUE, ETUDES 2030, GOUVERNANCE, MONDIALISATION, PAUVRETE, PROJET, UNION EUROPEENNE
EUROPE, MONDE

WHITEHEAD (M), MURACA (B), DEMARIA (F), SCHNEIDER (F), SEKULOVA (F), MARTINEZ ALIER (J)
Special issue. Degrowth.
Decroissance : a project for a radical transformation of society.
What is degrowth ? From an activist slogan to a social movement.
Environmental values n° 22/2, p. 141-308, bibliogr.
01/04/2013

DEMOCRATIE, SOCIETE
DECROISSANCE

BARRUEL (F), FILATRIAU (O)
Les entreprises créées en 2006 : une pérennité plus faible dans la construction que dans le transport.
http://www.insee.fr/fr/publications-et-services/collection.asp
INSEE Première n° 1441, p. 1-4, graph., tabl., bibliogr.
01/04/2013

CREATION D'ENTREPRISE, DIPLOME, INVESTISSEMENT, SECTEUR D'ACTIVITE
AGE, FEMME, HOMME, TYPOLOGIE

Finance. Cinq propositions simples et fortes pour une transition sociale et écologique.
Revue durable (La) n° 48, p. 51-53, bibliogr.
01/03/2013

BANQUE, INEGALITE, POLITIQUE FINANCIERE, SOCIETE
EQUITE, REFORME, TAXE CARBONE ENERGIE, TRANSITION ECOLOGIQUE

LEMOINE (M)
La croissance face au vieillissement.
Sociétal n° 79, p. 13-23, tabl.
01/01/2013

CROISSANCE ECONOMIQUE, EMPLOI, VIEILLISSEMENT DEMOGRAPHIQUE
AGE, MARCHE DU TRAVAIL

DUPAS (N), MARTY (M), VOISIN (A)
Maturité des financements et contrats de partenariats public-privé : les enjeux du refinancement à mi-parcours.
Politiques et management public n° 30/1, p. 113-130, bibliogr., tabl., graph.
01/01/2013

COUT, CRISE ECONOMIQUE, FINANCEMENT
CONTRAT, PARTENARIAT PUBLIC PRIVE, PROJET, RISQUE
EUROPE

STATISTIQUE

Mieux connaître la société grâce à la statistique (Cahiers de la sécurité).
Problèmes Economiques n° 3066, p. 51-56
15/04/2013
SOCIETE, STATISTIQUE

AGRICULTURE

L'agroécologie, une ambition pour les coopératives.
Projet n° 333, p. 76-83
01/04/2013
AGRICULTURE, COOPERATIVE AGRICOLE, PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT

POUCH (T)
Tensions sur les marchés agricoles.
Géoéconomie n° 64, p. 77-92
01/03/2013
AGRICULTURE, CONCURRENCE ECONOMIQUE, MARCHE, POLITIQUE AGRICOLE, POLITIQUE AGRICOLE COMMUNE, PRODUCTION AGRICOLE

BONNEFOND (M), FOURNIER (M)
Maîtrise foncière dans les espaces ruraux. Un défi pour les projets de renaturation des cours d'eau.
Economie rurale n° 334, p. 55-68, bibliogr., cartes
01/03/2013

DROIT DE PROPRIETE, ESPACE AGRICOLE, GESTION PUBLIQUE, POLITIQUE DE L'ENVIRONNEMENT
COURS D'EAU, ETUDE DE CAS, FONCIER, PROJET
AIN

AMENAGEMENT

AMENAGEMENT DU TERRITOIRE

PASQUIER (R)
Gouvernance territoriale : quelles articulations entre régions et métropoles ?
Pouvoirs locaux n° 96, p. 34-41
01/04/2013

COMMUNE, DEPARTEMENT, ETAT, REGION, REGIONALISATION, SCENARIO
GOUVERNANCE, METROPOLE, POLITIQUE TERRITORIALE, POLITIQUE URBAINE

CONSTRUCTION – LOGEMENT

Environnement. Convention d'engagement volontaire : les travaux routiers sur la bonne voie.
Moniteur des travaux publics et du bâtiment (Le) n° 5708, p. 18
19/04/2013

INDUSTRIE ROUTIERE
CONVENTION D'ENGAGEMENT VOLONTAIRE

Transition énergétique. L'industrie au chevet du bâtiment.
Usine Nouvelle n° 3326, p. 25-30, graph., fig.
11/04/2013

POLITIQUE ENERGETIQUE
BATIMENT, EFFICACITE ENERGETIQUE, LOGEMENT DES MENAGES, RENOVATION, TRANSITION ENERGETIQUE

La politique du logement ou le tonneau des Danaïdes.
Acteurs publics n° 94, p. 58-60
01/04/2013

EFFET PERVERS, FISCALITE, SUBVENTIONS DE L'ETAT
AIDE AU LOGEMENT, INVESTISSEMENT LOCATIF, LOYER, PLAN LOCAL D'URBANISME, POLITIQUE DU LOGEMENT, PRIX DE L'IMMOBILIER, PRIX DU LOGEMENT

BOUCULAT (B), BOUSQUET (G), GAY (PE), SCHAEFER (JP)
Logement social. Réduire les coûts pour continuer à produire.
Etudes Foncières n° 162, p. 16-22, graph.
01/03/2013

COUT DE PRODUCTION
CONSTRUCTION NEUVE, COUT DE LA CONSTRUCTION, COUT DU LOGEMENT, INDICE DU COUT DE LA CONSTRUCTION, LOGEMENT SOCIAL, MARCHE IMMOBILIER
ILE DE FRANCE, REGIONS

TRANNOY (A), WASNER (E)
Comment modérer les prix de l'immobilier ?
http://www.cae.gouv.fr/+Comment-moderer-les-prix-de-l-immobilier-Note-du-CAE-no2-fevrier-2013+.html
Notes du Conseil d'analyse économique n° 2, p. 1-12, tabl., graph.
01/02/2013

ANALYSE IMMOBILIERE, BULLE IMMOBILIERE, COMPARAISONS INTERNATIONALES, POLITIQUE DU LOGEMENT, PRIX DE L'IMMOBILIER
ALLEMAGNE, EUROPE, FRANCE

COURGEAU (D), MUCHIDIN (S)
Estimer les changements de résidence pour permettre les comparaisons internationales.
Population n° 4, p. 747-770, ann., bibliogr., graph., tabl., fig.
01/10/2012

MIGRATION, MOBILITE RESIDENTIELLE, MODELE
COMPARAISONS INTERNATIONALES, EVALUATION, LOGEMENT RESIDENTIEL, MODELE DE PARETO, MODELE SPATIAL

URBANISME – VILLES

Montpellier, préfiguratrice des écocités.
Acteurs publics n° 94, p. 82-83
01/04/2013

AMENAGEMENT URBAIN, INNOVATION, TECHNOLOGIE
CONTRAT, GESTION DU RESEAU, POLITIQUE URBAINE, RESEAU NUMERIQUE, RESEAU URBAIN, SYSTEME INTELLIGENT, VILLE DURABLE
TRANSDEV, VEOLIA
MONTPELLIER

CHARMES (E)
L'artificialisation est-elle vraiment un problème quantitatif ?
Etudes Foncières n° 162, p. 23-28, bibliogr., fig.
01/03/2013

CRISE DU LOGEMENT, ETALEMENT URBAIN, MAISON INDIVIDUELLE, OCCUPATION DES SOLS, PERIURBANISATION

SAMET (RH)
Complexity, the science of cities and long-range futures.
Futures n° 47, p. 49-58, bibliogr., tabl.
01/03/2013

AMENAGEMENT URBAIN, CROISSANCE URBAINE, RECHERCHE, TECHNOLOGIE
ETUDES 2100, PROSPECTIVE URBAINE, RECHERCHE URBAINE, TAILLE DE LA VILLE, URBANISATION

DEVELOPPEMENT DURABLE

Notation. Les entreprises courent après les notes vertes.
Usine Nouvelle n° 3326, p. 34-35
11/04/2013

DEVELOPPEMENT DURABLE, EVALUATION ENVIRONNEMENTALE, INSTITUTIONS, PERFORMANCE ENVIRONNEMENTALE, RESPONSABILITE SOCIALE DE L'ENTREPRISE

Sensibiliser les élèves au développement durable.
Acteurs publics n° 94, p. 91
01/04/2013

EDUCATION AU DEVELOPPEMENT DURABLE

RENOUARD (C)
Développement durable et crise de la représentation.
ETUDES Revue de culture contemporaine n° 4, p. 473-484
01/04/2013

DEMOCRATIE
DEVELOPPEMENT DURABLE, ETHIQUE

Après Rio + 20, la Terre toujours sans gouvernance.
Revue durable (La) n° 48, p. 64-65, bibliogr.
01/03/2013

POLITIQUE DE L'ENVIRONNEMENT
BILAN, CONFERENCE RIO+20, COOPERATION INTERNATIONALE, GOUVERNANCE, NEGOCIATION, PAUVRETE, PROGRAMME DES NATIONS UNIES POUR L'ENVIRONNEMENT

ROSSI (M), MARTIN (M), STRAUB (T), DUNAND (C), GONIN (M), GACHET (E), LACHANCE (JP), ZUCHUAT (JC), HOUMARD (L), SAUTAUX (C)
Dossier. L'entrepreneuriat social : définitions et modèles. Adaptation des principes de gestion de l'économie sociale et solidaire (ESS) et sources de financement.
Revue Economique et Sociale n° 1bibliogr., tabl., graph., fig.
01/03/2013

ASSOCIATION, COOPERATIVE, ECONOMIE SOCIALE, ENQUETE, ENTREPRISE, ETAT, FINANCEMENT DE L'ENTREPRISE, FONDATION, GESTION D'ENTREPRISE
COMPARAISONS INTERNATIONALES, ECONOMIE SOLIDAIRE, ETHIQUE, INDICATEUR DE PERFORMANCE, RESPONSABILITE SOCIALE DE L'ENTREPRISE, STATUT JURIDIQUE

GIRARD (J)
La responsabilité sociale des entreprises (juin 2012-mars 2013).
Droit de l'environnement n° 210, p. 117-120
01/03/2013

PARTIE PRENANTE, RESPONSABILITE SOCIALE DE L'ENTREPRISE, SOCIETE CIVILE

ENERGIE – MATIERES PREMIERES

AGENCE INTERNATIONALE DE L'ENERGIE
World Energy Oulook 2012. Un nouveau paysage énergétique mondial est en train de se dessiner.
Medenergie - La revue méditerranéenne de l'énergie n° 41, p. 43-47
01/05/2013

CHARBON, EAU, ENERGIE NUCLEAIRE, PETROLE, PROSPECTIVE ENERGIE
CHANGEMENT CLIMATIQUE, ENERGIE FOSSILE, ENERGIE RENOUVELABLE, INDICATEUR, PRODUCTION D'ENERGIE
MONDE

L'inefficacité en matière de consommation énergétique coûte très cher au secteur industriel.
Environnement et technique n° 324, p. 60-61
01/04/2013

COUT, ECONOMIES D'ENERGIE, ENTREPRISE, INDUSTRIE, PRIX DE L'ENERGIE
EFFICACITE ENERGETIQUE

ENERGIE FOSSILE

Une chance ou un risque ? Gaz de schiste, le dossier vérité.
Science et Vie n° 1148, p. 54-70
01/05/2013

POLITIQUE ENERGETIQUE, TECHNOLOGIE
COMPARAISONS INTERNATIONALES, CONTROVERSE, ENERGIE FOSSILE, GAZ DE SCHISTE, PRODUCTION D'ENERGIE, RISQUE
ALLEMAGNE, BULGARIE, CANADA, CHINE, ETATS-UNIS, GRANDE-BRETAGNE, MONDE, POLOGNE

ENERGIE RENOUVELABLE

Éolien offshore. Qui prendra le risque d'investir ?
Paris osés sur une industrie émergente.
La France mise sur ses turbines.
Usine Nouvelle n° 3329, p. 23-29, cartes, fig.
02/05/2013

COUT, ENERGIE EOLIENNE, INDUSTRIE
CAPACITE DE PRODUCTION, ENERGIE RENOUVELABLE, EOLIENNE, INSTALLATION ENERGETIQUE, OFFSHORE, PROJET
EUROPE

Dossier. Énergies marines. La France se jette à l'eau. Panorama des projets sur les côtes françaises et en Outre-mer.
Marin (Le) n° hors série, p. 1-43, cartes, graph.
01/04/2013

ENERGIE EOLIENNE, INDUSTRIE, PECHE MARITIME, TECHNOLOGIE
APPEL D'OFFRES, ENERGIE HYDRAULIQUE, ENERGIE MARINE, ENERGIE RENOUVELABLE, ENERGIE THERMIQUE, INSTALLATION ENERGETIQUE, OFFSHORE, PROJET, START-UP
ANTILLES, AQUITAINE, BOULOGNE, CHERBOURG, NORMANDIE, PROVENCE ALPES COTE D'AZUR, REUNION, SAINT BRIEUC, VENDEE

Allemagne. "100 % renouvelables" 136 territoires tiennent la corde.
Systèmes solaires n° 214, p. 23-26
01/03/2013

BIOGAZ, ENERGIE EOLIENNE, ENERGIE SOLAIRE, POLITIQUE ENERGETIQUE
COMMUNAUTE DE COMMUNES, ENERGIE HYDRAULIQUE, ENERGIE RENOUVELABLE, INSTALLATION ENERGETIQUE, POLITIQUE TERRITORIALE, PRODUCTION D'ENERGIE, PUISSANCE ENERGETIQUE, TYPE D'ENERGIE
ALLEMAGNE, REGIONS

Allemagne. Onshore. l'éolien, pilier de la transition. Éolien en mer, en attente des réseaux.
Systèmes solaires n° 214, p. 45-51, graph., tabl.
01/03/2013

ENERGIE EOLIENNE, POLITIQUE ENERGETIQUE, TARIF
ACHAT, ENERGIE RENOUVELABLE, EOLIENNE, INSTALLATION ENERGETIQUE, OFFSHORE, PROJET, PUISSANCE ENERGETIQUE
ALLEMAGNE

Allemagne. Marché : électricité verte, déjà plus de 5 millions de clients.
Pas d'électricité verte sans labels de qualité.
Photovoltaïque : l'âge de la parité réseau
Systèmes solaires n° 214, p. 32-42, graph., tabl.
01/03/2013

ELECTRICITE, ENERGIE EOLIENNE, ENERGIE SOLAIRE, LIBERALISATION, PRIX DE L'ENERGIE, TARIF
ACHAT, CLIENTELE, ENERGIE RENOUVELABLE, LABEL, MARCHE DE L'ENERGIE, PRODUCTION D'ENERGIE, QUALITE
ALLEMAGNE

Allemagne. Vivre à 100 % renouvelables ne coûtera pas plus cher.
Systèmes solaires n° 214, p. 28-31, tabl.
01/03/2013

COUT, ELECTRICITE
ENERGIE RENOUVELABLE, INSTALLATION ENERGETIQUE, TRANSITION ENERGETIQUE, TYPE D'ENERGIE
ALLEMAGNE

Chaleur renouvelable. Fonds chaleur : succès de la phase 1.
Systèmes solaires n° 214, p. 66-73, tabl.
01/03/2013

POLITIQUE ENERGETIQUE
BILAN, ENERGIE RENOUVELABLE, FONDS CHALEUR, PRODUCTION D'ENERGIE, RESEAU DE CHALEUR, TYPE D'ENERGIE

POLITIQUE DE L'ENERGIE

Dossier. Les audits énergétiques sont appelés à se déployer.
Enjeux AFNOR n° 334, p. 40-45, tabl.
01/05/2013

AUDIT, CONSOMMATION D'ENERGIE, NORME
DEPENDANCE ENERGETIQUE, EFFICACITE ENERGETIQUE
EUROPE

Efficacité énergétique et efficacité des aides européennes ne font pas bon ménage…
Enjeux AFNOR n° 334, p. 50-51
01/05/2013

SUBVENTION
EFFICACITE ENERGETIQUE, POLITIQUE EUROPEENNE DE L'ENERGIE, UNION EUROPEENNE

La facture énergétique ne se limite pas au logement.
Energie Plus n° 505, p. 14-15
01/05/2013

ENQUETE, POLITIQUE ENERGETIQUE
PRECARITE ENERGETIQUE

CLO (P)
Quelle voie vers un nouvel ordre énergétique ?
Medenergie - La revue méditerranéenne de l'énergie n° 41, p. 28-37
01/05/2013

ENERGIE, POLITIQUE ENERGETIQUE, THEORIE DES JEUX
CHARTE DE L'ENVIRONNEMENT, COOPERATION INTERNATIONALE, RESSOURCES ENERGETIQUES, SECURITE ENERGETIQUE, STRATEGIE, UNION EUROPEENNE
ETATS-UNIS, EUROPE, UNION EUROPEENNE

SARKIS (N)
Après le problème des prix, puis celui des ressources, c'est la problématique énergie-changement climatique qui va dominer le débat énergétique.
Medenergie - La revue méditerranéenne de l'énergie n° 41, p. 39-42
01/05/2013

POLITIQUE DE L'ENVIRONNEMENT, POLITIQUE ENERGETIQUE
CHANGEMENT CLIMATIQUE, ENERGIE FOSSILE, ENERGIE RENOUVELABLE, RESSOURCES ENERGETIQUES, TRANSITION ENERGETIQUE
OPAEP, OPEP

L'efficacité énergétique selon l'Association technique énergie environnement (ATEE) : 18 propositions pour alimenter le débat sur la transition énergétique.
Enjeux AFNOR n° 334, p. 52-54
01/05/2013

EFFICACITE ENERGETIQUE, TRANSITION ENERGETIQUE

Rénovation énergétique : pas de modèle unique pour les guichets uniques.
Moniteur des travaux publics et du bâtiment (Le) n° 5708, p. 14-15
19/04/2013

POLITIQUE ENERGETIQUE
APPEL D'OFFRES, EFFICACITE ENERGETIQUE, LOGEMENT DES MENAGES, RENOVATION

Dossier spécial. Système de management de l'énergie (SME). Du SME à la norme ISO 50001. Tribune : placer l'énergie au cœur de la stratégie d'entreprise. 20 premiers pas vers le SME en Normandie.
Energie Plus n° 504, p. 13-24
15/04/2013

COLLECTIVITES LOCALES, ECONOMIES D'ENERGIE, ENTREPRISE, POLITIQUE ENERGETIQUE
EFFICACITE ENERGETIQUE, MANAGEMENT, NORME ISO 50001, PERFORMANCE ENVIRONNEMENTALE, RETOUR D'EXPERIENCE
NORMANDIE, SAINT RAPHAEL

Plan climat-énergie territoriale. Des outils et des exemples.
Energie Plus n° 503, p. 20-23, web
01/04/2013

COLLECTIVITES LOCALES, POLITIQUE DE L'ENVIRONNEMENT, POLITIQUE ENERGETIQUE
EMISSIONS DE GAZ A EFFET DE SERRE, PLAN CLIMAT, POLITIQUE TERRITORIALE, REDUCTION DES EMISSIONS

Tarification progressive de l'énergie : le bonus-malus adopté (puis rejeté par décision du Conseil constitutionnel).
Environnement et technique n° 324, p. 18-19
01/04/2013

ENERGIE, POLITIQUE ENERGETIQUE, TARIFICATION
AVANTAGE SOCIAL, BONUS MALUS, LOI, PRECARITE ENERGETIQUE

Énergie. Vers des territoires positifs. Choisir le bon périmètre. Établir un état des lieux. Planifier : les documents d'urbanisme forment autant de leviers pour mettre en œuvre le Tepos (Territoire à énergie positive) et organiser son développement dans le temps.
Environnement Magazine n° 1716, p. 35-41
01/04/2013

AMENAGEMENT URBAIN, POLITIQUE ENERGETIQUE, ZONE RURALE, ZONE URBAINE
EFFICACITE ENERGETIQUE, ENERGIE RENOUVELABLE, PLAN LOCAL D'URBANISME, POLITIQUE TERRITORIALE, SCHEMA DE COHERENCE TERRITORIALE, SOLIDARITE, TRANSITION ENERGETIQUE

WICKER (P), BECKEN (S)
Conscientious vs. ambivalent consumers : do concerns about energy availability and climate change influence consumer behaviour ?
Ecological economics n° 88, p. 41-48, bibliogr., tabl.
01/04/2013

CONSOMMATION D'ENERGIE, OFFRE D'ENERGIE, POLITIQUE ENERGETIQUE, SITUATION ECONOMIQUE
CHANGEMENT CLIMATIQUE, COMPORTEMENT, IMPACT ENVIRONNEMENTAL
EUROPE

Dossier Allemagne. Transition énergétique ou révolution ?
Entretien avec Peter Altmaier, ministre allemand de l'environnement.
Un office franco-allemand des énergies renouvelables.
Le dessous des cartes.
Systèmes solaires n° 214, p. 6-21, cartes, tabl., graph., fig.
01/03/2013

CONSOMMATION D'ENERGIE, ELECTRICITE
CARTOGRAPHIE, COOPERATION INTERNATIONALE, CREATION D'EMPLOIS, ENERGIE RENOUVELABLE, INSTALLATION ENERGETIQUE, PRODUCTION D'ENERGIE, PUISSANCE ENERGETIQUE, TRANSITION ENERGETIQUE, TYPE D'ENERGIE
ALLEMAGNE

ENVIRONNEMENT

Effilage réduit l'empreinte carbone de la LGV.
Usine Nouvelle n° 3327, p. 50
18/04/2013

INFRASTRUCTURE FERROVIAIRE
BILAN CARBONE, EMPREINTE ECOLOGIQUE, ENTREPRISE DE TRAVAUX PUBLICS, LIGNE A GRANDE VITESSE
EIFFAGE, RFF

Métrologie environnementale : des enjeux à mesurer.
Enjeux AFNOR n° 333, p. 11-13
01/04/2013

NORMALISATION, SANTE
BIODIVERSITE, EVALUATION, EVALUATION ENVIRONNEMENTALE, METROLOGIE, QUALITE DE L'EAU, UNION EUROPEENNE

Dossier. Écologie et morale. Refonder le monde sur une vision plus juste.
Les trois chiffres qui mènent à la catastrophe climatique.
Changer la façon dont nous vivons, comprendre les bases de la morale.
Revue durable (La) n° 48, p. 15-59, bibliogr.
01/03/2013

ECOLOGIE, INDUSTRIE PETROLIERE, INEGALITE, MODE DE VIE, SOCIETE
CHANGEMENT CLIMATIQUE, EMISSIONS DE CO2, ENERGIE FOSSILE

CHANGEMENT CLIMATIQUE

POUFFARY (S)
Doha, une conférence en panne d'inspiration… Une passerelle pour éviter le pire.
Medenergie - La revue méditerranéenne de l'énergie n° 41, p. 20-27
01/05/2013

FINANCEMENT, POLITIQUE DE L'ENVIRONNEMENT
CONVENTION CADRE DES NATIONS UNIES SUR LES CHANGEMENTS CLIMATIQUES, NEGOCIATION, PAUVRETE, PROTOCOLE DE KYOTO, TRANSITION ENERGETIQUE

POISSONNIER (A), TRINQUIER (B)
En trente ans, les consommateurs ont un peu réduit leurs émissions de gaz à effet de serre.
www.insee.fr
INSEE Première n° 1445, p. 1-4, bibliogr., tabl., graph.
01/04/2013

CONSOMMATION D'ENERGIE, ECONOMIES D'ENERGIE, ECONOMIES D'ENERGIE TRANSPORT, MENAGE, TRANSPORT INDIVIDUEL
COMPORTEMENT, CONSOMMATION D'ENERGIE DES TRANSPORTS, EMISSIONS DE CO2, EMISSIONS DE GAZ A EFFET DE SERRE, LOGEMENT, REDUCTION DES EMISSIONS

MARECHAL (JP)
La Chine dans les négociations climatiques.
Géoéconomie n° 64, p. 107-126, tabl.
01/03/2013

PIB, PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT
CHANGEMENT CLIMATIQUE, EMISSIONS DE CO2, NEGOCIATION, PROTOCOLE DE KYOTO
CHINE

Stockage carbone : la remise en question par l'Institut National de l'Environnement Industriel et des risques (INERIS).
Valeurs vertes n° 121, p. 42-43
01/03/2013

CAPACITE DE STOCKAGE, EMISSIONS DE CO2, PREVENTION DES RISQUES, REDUCTION DES EMISSIONS, RISQUE, STOCKAGE DE CO2

NEWELL (RG), PIZER (WA), RAIMI (D)
Carbon markets 15 years after Kyoto : lessons learned, new challenges.
Journal of economic perspectives n° 27/1, p. 123-146, bibliogr., fig., graph.
01/02/2013

EMISSIONS DE CO2, EMISSIONS DE GAZ A EFFET DE SERRE, MARCHE DU CARBONE, MECANISME DE DEVELOPPEMENT PROPRE, PERMIS D'EMISSION, PROTOCOLE DE KYOTO, REDUCTION DES EMISSIONS, SYSTEME COMMUNAUTAIRE D'ECHANGE DE QUOTAS D'EMISSIONS
MONDE

LAURENT (E), LE CACHEUX (J)
Carbone sans frontières : quelles solutions fiscales face aux émissions importées ?
Revue de l'OFCE n° 122, p. 83-98, bibliogr., graph., tabl.
01/03/2012

COMMERCE INTERNATIONAL, FISCALITE, IMPORTATION, TAXE A LA VALEUR AJOUTEE
FISCALITE ENVIRONNEMENTALE, MARCHE DU CARBONE, PERMIS D'EMISSION, TAXE CARBONE ENERGIE, UNION EUROPEENNE

DECHET

Les orientations de la Commission européenne pour lutter contre les déchets marins.
Environnement pour les Européens (L') n° 49, p. 10-11, web
01/03/2013

DECHET
BIODIVERSITE, COMMISSION EUROPEENNE, DIRECTIVE EUROPEENNE, ESPACE MARITIME

DESMARCHELIER (B), DJELLAL (F), GALLOUJ (F)
La tertiarisation favorise-t-elle la production de déchets municipaux ? La discussion d'un paradoxe à partir d'un modèle multi-agents.
Revue d'Economie Politique n° 1, p. 83-126, bibliogr., tabl., fig.
01/01/2013

CONSOMMATEUR, CROISSANCE ECONOMIQUE, INDUSTRIE, MODELE, MODELE DE CROISSANCE, POLITIQUE DE L'ENVIRONNEMENT, PRODUCTION, SERVICES
COMPORTEMENT, DECHET MENAGER, ECONOMIE DE L'ENVIRONNEMENT, ECOTAXE, MODELE PRINCIPAL AGENT

DROIT DE L'ENVIRONNEMENT

Les décisions publiques ayant une incidence sur l'environnement au sens de l'article 7 de la Charte de l'environnement.
Droit de l'environnement n° 211, p. 132-139
01/04/2013

CONSEIL CONSTITUTIONNEL, DROIT DE L'ENVIRONNEMENT
CHARTE DE L'ENVIRONNEMENT, CONVENTION DE AARHUS, DEBAT PUBLIC, DIRECTIVE EUROPEENNE, POLITIQUE PUBLIQUE

A quoi servent les avis de l'autorité environnementale ?
Environnement et technique n° 324, p. 35
01/04/2013

DROIT DE L'ENVIRONNEMENT, ETUDE D'IMPACT, POLITIQUE DE L'ENVIRONNEMENT
ENQUETE PUBLIQUE, PROJET

SANSEVERINO GODFRIN (V), BRUNI (E), HINOJOS MENDOZA (G), GARBOLINO (E)
Problématique de la mise en application des trames vertes.
Droit de l'environnement n° 210, p. 94-98
01/03/2013

DROIT DE L'ENVIRONNEMENT, PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT, REGLEMENTATION
BIODIVERSITE, ESPACE NATUREL, PLAN LOCAL D'URBANISME, SCHEMA DE COHERENCE TERRITORIALE, TRAME VERTE

ECONOMIE DE L'ENVIRONNEMENT

La fiscalité du diesel épinglée.
Environnement et technique n° 324, p. 26-27
01/04/2013

COUR DES COMPTES, FISCALITE SUR LES CARBURANTS, MOTEUR DIESEL, POLITIQUE DE L'ENVIRONNEMENT
CONTROVERSE, FISCALITE ENVIRONNEMENTALE, IMPACT ENVIRONNEMENTAL

DELMAS (M), PEKOVIC (S)
Les employés des entreprises "vertes" sont significativement plus productifs.
Environnement et technique n° 324, p. 58-59
01/04/2013

CERTIFICATION AFAQ, EDUCATION A L'ENVIRONNEMENT, MANAGEMENT ENVIRONNEMENTAL, PRODUCTIVITE DU TRAVAIL, RESPONSABILITE ENVIRONNEMENTALE, RESPONSABILITE SOCIALE DE L'ENTREPRISE

Dossier. L'écoconception promise à un bel avenir.
L'écoconception : solution à la crise ?
L'analyse de cycle de vie, point de départ d'une démarche d'écoconception.
L'écoconception, quelle réalité ?
Environnement et technique n° 324, p. 46-57
01/04/2013

COMPETITIVITE, ENTREPRISE, INNOVATION, NORMALISATION, PME, REGLEMENTATION
ANALYSE DU CYCLE DE VIE, ECO CONCEPTION, IMPACT ENVIRONNEMENTAL, RESPONSABILITE ENVIRONNEMENTALE, RESPONSABILITE SOCIALE DE L'ENTREPRISE

BARBIER (EB)
Wealth accounting, ecological capital and ecosystem services.
Environmental and resource economics n° 18/2, p. 133-161, bibliogr., tabl., graph.
01/04/2013

COMPTABILITE NATIONALE, METHODOLOGIE
CAPITAL NATUREL, ECONOMIE DE L'ENVIRONNEMENT, ECOSYSTEME, ETUDE DE CAS, EVALUATION ECONOMIQUE, SERVICE ECOLOGIQUE
THAILANDE

Supprimer les subventions dommageables pour l'environnement.
Environnement pour les Européens (L') n° 49, p. 8, web
01/03/2013

PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT, SUBVENTION
POLITIQUE EUROPEENNE DE L'ENVIRONNEMENT, REFORME, UNION EUROPEENNE

ROUMASSET (J), WADA (CA)
A dynamic approach to PES pricing and finance for interlinked ecosystem services : watershed conservation and groundwater management.
Ecological economics n° 87, p. 24-33, bibliogr.
01/03/2013

FINANCEMENT, PRIX
BASSIN VERSANT, EAU SOUTERRAINE, FISCALITE ENVIRONNEMENTALE, GESTION DE L'EAU, PAIEMENT POUR SERVICE ECOLOGIQUE, RESSOURCES NATURELLES

MILIEU NATUREL

S'aider du vivant pour restaurer les écosystèmes.
Pour la science n° 427, p. 17-18
01/05/2013

SCIENCES
DEPOLLUTION, ECOSYSTEME, RESTAURATION ECOLOGIQUE

La forêt, fruit de la nature et du travail des hommes.
Enjeux AFNOR n° 334, p. 67-70
01/05/2013

BOIS, FORET, NORMALISATION, POLITIQUE AGRICOLE, PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT
BIODIVERSITE, ESPACE NATUREL

Milieux aquatiques. Bioindicateurs : l'homogénéisation européenne à petits pas.
Techniques Sciences Méthodes n° 4, p. 12-14
01/04/2013

COMPARAISONS INTERNATIONALES, COURS D'EAU, EVALUATION, HARMONISATION EUROPEENNE, INDICATEUR, UNION EUROPEENNE
EUROPE

LEFEBVRE (C)
Pour une gouvernance effective et durable des océans.
Annales des Mines - Responsabilité et Environnement n° 70, p. 77-80
01/04/2013

LITTORAL, PECHE MARITIME
BIODIVERSITE, ESPACE MARITIME, GOUVERNANCE, MANAGEMENT ENVIRONNEMENTAL

MOULINIER (H)
La stratégie maritime de la France et ses perspectives.
Annales des Mines - Responsabilité et Environnement n° 70, p. 81-87
01/04/2013

ENVIRONNEMENT, PREVISION, TRANSPORT MARITIME
ESPACE MARITIME, POLITIQUE MARITIME, RESSOURCES NATURELLES
FRANCE

Les objectifs de développement durable dans le domaine de l'eau par G. Payen, conseiller aux Nations Unies.
Techniques Sciences Méthodes n° 4, p. 10-11
01/04/2013

ASSAINISSEMENT, EAU
COOPERATION INTERNATIONALE, DEVELOPPEMENT DURABLE, GESTION DE L'EAU

ERCIN (AE), MEKONNEN (MM), HOEKSTRA (AY)
Sustainability of national consumption from a water resources perspective : the case study for France.
Ecological economics n° 88, p. 133-147, bibliogr., cartes, graph.
01/04/2013

EAU, IMPORTATION, PRODUCTION AGRICOLE, PRODUCTION INDUSTRIELLE
CONSOMMATION D'EAU, EMPREINTE ECOLOGIQUE, ETUDE DE CAS, EVALUATION, RESSOURCES NATURELLES
FRANCE

VALLAT (F), CURY (P), DACHICOURT (PG), GELARD (E), CAHU (C), LERAT (Y), CALLEJA (P), CLAVELEAU (D), DELSINNE (N), GARCON (A), HAUCHARD (T), PAPORE (L), VERHAGUE (C), FOUQUET (Y), GRENON (G), ALOUPI (N), JARMACHE (E)
La mer et les ressources marines.
Les ressources marines (pêches, algues, matériaux, ressources minérales) : quel potentiel, quelle évolution des techniques ?
Aspects géopolitiques : enjeux, tensions et litiges en développement.
Annales des Mines - Responsabilité et Environnement n° 70, p. 7-76, bibliogr., cartes
01/04/2013

AQUACULTURE, CHIFFRE D'AFFAIRES, DROIT INTERNATIONAL, DROIT MARITIME, ECONOMIE MARITIME, GEOPOLITIQUE, PECHE MARITIME, REGLEMENTATION, TRAFIC MARCHANDISES, TRANSPORT MARITIME
BIODIVERSITE, EFFET SOCIO ECONOMIQUE, ENERGIE MARINE, ESPACE MARITIME, GOUVERNANCE, MANAGEMENT ENVIRONNEMENTAL, POLITIQUE MARITIME, RESSOURCES NATURELLES, TONNAGE TRANSPORTE

Dossier. Les premiers résultats du programme de Cartographie des habitats marins patrimoniaux (Cartham), une collecte à grande échelle.
Marin (Le) n° 3429, p. 16-18
29/03/2013

PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT
ESPACE MARITIME, ESPACE NATUREL, FAUNE, FLORE, NATURA 2000, PARC NATUREL

L'appel de Paris pour la haute mer et pour la protection de ce milieu fragile.
Marin (Le) n° 3432, p. 7
19/03/2013

PECHE MARITIME, POLITIQUE DE L'ENVIRONNEMENT, PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT, TRANSPORT MARITIME
BIODIVERSITE, COOPERATION INTERNATIONALE, ESPACE MARITIME, GOUVERNANCE

BURELLI (T)
Les chemins tortueux de la mise en œuvre de la Convention sur la diversité biologique dans l'outre-mer français.
Revue juridique de l'environnement n° 1, p. 31-47
01/01/2013

DROIT DE L'ENVIRONNEMENT, POLITIQUE DE L'ENVIRONNEMENT, PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT
BIODIVERSITE, CONVENTION
DOM, FRANCE, NOUVELLE CALEDONIE

POLITIQUE DE L'ENVIRONNEMENT

Les balbutiements de l'Agence française de la biodiversité.
Environnement et technique n° 324, p. 32-34
01/04/2013

BUDGET, COLLECTIVITES LOCALES, ETABLISSEMENT PUBLIC, ORGANISATION ADMINISTRATIVE, POLITIQUE DE L'ENVIRONNEMENT
BIODIVERSITE

L'Agence de la biodiversité cherche sa voie.
Acteurs publics n° 94, p. 78-79
01/04/2013

ETABLISSEMENT PUBLIC, FINANCEMENT, ORGANISATION ADMINISTRATIVE, POLITIQUE DE L'ENVIRONNEMENT, PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT, SCENARIO
BIODIVERSITE

Pour une gestion durable de l'eau en France. Volet 1 : quelle rationalisation des dépenses pour les acteurs de la politique de l'eau ? Volet 2 : comment améliorer la soutenabilité de la tarification de l'eau pour les ménages ? Volet 3 : les risques stratégiques de la gestion quantitative de l'eau en France et les perspectives d'adaptation à l'horizon 2030.
http://www.strategie.gouv.fr
Note du Centre d'analyse stratégique n° 326-327-328, p. 1-14, tabl., graph.
01/04/2013

AGRICULTURE, BUDGET, COLLECTIVITES LOCALES, DEPENSES DES MENAGES, EAU, ENVIRONNEMENT, MENAGE, POLLUTION EAU, PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT, REDEVANCE DE POLLUTION, TARIFICATION
ADAPTATION AU CHANGEMENT CLIMATIQUE, CHANGEMENT CLIMATIQUE, CONSOMMATION D'EAU, COURS D'EAU, DEPENSES, EQUITE, EVALUATION ENVIRONNEMENTALE, GESTION DE L'EAU, GOUVERNANCE, POLITIQUE PUBLIQUE, QUALITE DE L'EAU, TAXE GENERALE SUR LES ACTIVITES POLLUANTES

Programme d'action de l'UE pour l'environnement pour 2020.
Environnement pour les Européens (L') n° 49, p. 6-7, web
01/03/2013

PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT
POLITIQUE EUROPEENNE DE L'ENVIRONNEMENT, UNION EUROPEENNE

HILL (R), HALAMISH (E), GORDON (IJ), CLARK (M)
The maturation of biodiversity as a global social-ecological issue and implications for future biodiversity science and policy.
Futures n° 46, p. 41-49, bibliogr., tabl., graph.
01/02/2013

POLITIQUE DE L'ENVIRONNEMENT
BIODIVERSITE, FACTEUR HUMAIN, GOUVERNANCE, SERVICE ECOLOGIQUE

POLLUTIONS – NUISANCES

BAS (A), GASTINEAU (P), HAY (J), LEVREL (H)
Méthodes d'équivalence et compensation du dommage environnemental.
Revue d'Economie Politique n° 1, p. 127-157, bibliogr., tabl., fig.
01/01/2013

POLLUTION
COMPENSATION ECOLOGIQUE, DIRECTIVE EUROPEENNE, EVALUATION ENVIRONNEMENTALE, REPARATION DES DOMMAGES, RESPONSABILITE ENVIRONNEMENTALE

RISQUES

Le risque environnemental entre oubli et gestion du passé : le cas d'une ancienne mine d'uranium française.
Annales des Mines - Gérer et Comprendre n° 111, p. 15-24, bibliogr.
01/03/2013

ENVIRONNEMENT, INDUSTRIE MINIERE
ANALYSE DES RISQUES, ETUDE DE CAS, GESTION DU RISQUE, RISQUE, URANIUM

RECHERCHE – INNOVATION

Pôle mer Bretagne, creuset de l'innovation.
Marin (Le) n° 3431, p. 1-4
12/04/2013

INNOVATION
COOPERATION INTERREGIONALE, ENERGIE MARINE, ENERGIE RENOUVELABLE, NAVIRE DU FUTUR, POLE DE COMPETITIVITE, POLITIQUE MARITIME
BRETAGNE, PROVENCE ALPES COTE D'AZUR

Le pôle de compétitivité de la ville et mobilité durables.
Revue Générale des Routes et des Aérodromes n° 910, p. 36-41, bibliogr., tabl., graph.
01/03/2013

COLLECTIVITES LOCALES, INNOVATION, PME, RECHERCHE DEVELOPPEMENT, TECHNOLOGIE
ECO CONCEPTION, MOBILITE DURABLE, POLE DE COMPETITIVITE, PROJET, SYSTEME INTELLIGENT, VILLE DURABLE

SANTE

Santé et environnement (mars 2012 - mars 2013).
Droit de l'environnement n° 211, p. 156-160
01/04/2013

POLITIQUE DE L'ENVIRONNEMENT, SANTE
CHARTE DE L'ENVIRONNEMENT, DEBAT PUBLIC, PREVENTION

SOCIETE

Affichage environnemental : et maintenant ?
Bilan de l'expérimentation.
Enjeux AFNOR n° 334, p. 11-14
01/05/2013

CONSOMMATEUR
AFFICHAGE ENVIRONNEMENTAL, BILAN, EVALUATION ENVIRONNEMENTALE, IMPACT ENVIRONNEMENTAL

Consommation. Une étiquette verte pour 2013.
Valeurs vertes n° 121, p. 30-41
01/03/2013

AFFICHAGE ENVIRONNEMENTAL, CONSOMMATION DURABLE, EMISSIONS DE GAZ A EFFET DE SERRE, EMPREINTE ECOLOGIQUE, IMPACT ENVIRONNEMENTAL

GASPARD (T), MAIJA LAUREN (L)
Special issue : new generations.
Future generations : widespread changes in our living-together.
Futures n° 45, p. 51-72, bibliogr., tabl., fig.
01/01/2013

MODE DE VIE, PERSONNE AGEE, PROSPECTIVE, SCENARIO, SOCIETE
EDUCATION, JEUNE

TOURISME

Les croisières déploient leur force de frappe.
Nombre de passagers français (en milliers), par principales destinations (2008 à 2012).
Bus et Car - Tourisme de groupe n° 24, p. 28-33
01/05/2013

CAPACITE DE TRANSPORT, CHIFFRE D'AFFAIRES, MARCHE DU TRANSPORT, OFFRE DE TRANSPORT, ORIGINE DESTINATION, TRAFIC TOURISTIQUE, TRAFIC VOYAGEURS, TRANSPORT MARITIME
CROISIERE, PART DE MARCHE
FRANCE

Les hébergements touristiques en 2012. La fréquentation se maintient grâce à la clientèle étrangère.
http://www.insee.fr
INSEE Première n° 1444, p. 1-4, bibliogr., cartes, tabl., graph.
01/04/2013

CAMPING CARAVANING, TOURISME
BATIMENT HOTELIER, HEBERGEMENT, NUIT, TAUX D'OCCUPATION

ONOFRI (L), NUNES (PALD)
Beach "lovers" and "greens" : a worldwide empirical analysis of coastal tourism.
Ecological economics n° 88, p. 49-56, bibliogr., tabl.
01/04/2013

DEMANDE TOURISTIQUE, LITTORAL, TOURISME
BIODIVERSITE, ESPACE NATUREL, TOURISME INTERNATIONAL

TRANSPORT

AUTOMOBILE

Sondage. Les français moins dépendants de leur voiture.
Ville Rail et Transports n° 550, p. 15
23/04/2013
AUTOMOBILE, COMPORTEMENT DE DEPLACEMENT, MOBILITE, SONDAGE

L'autopartage favorise la démotorisation.
Ville Rail et Transports n° 549 supplément, p. 19
09/04/2013

COMPORTEMENT DE DEPLACEMENT, ENQUETE
VEHICULE EN LIBRE SERVICE

Voitures électriques, le marché va-t-il décoller ?
Valeurs vertes n° 121, p. 25-27
01/03/2013

INNOVATION, SUBVENTIONS DE L'ETAT, VEHICULE ELECTRIQUE
BORNE DE RECHARGE, UNION EUROPEENNE

DEUX ROUES

Un réseau cyclable express pour l'agglomération strasbourgeoise.
Bus et Car Magazine n° 927, p. 34-35, cartes
26/04/2013

DEUX ROUES, PISTE CYCLABLE, TRANSFERT MODAL, TRANSPORT URBAIN DE PROVINCE
BICYCLETTE, SCHEMA DIRECTEUR
STRASBOURG

"Cap sur les banlieues avec le vélo à haut niveau de service" par Philippe Goirand, élu EELV à Toulouse métropole, en charge de l'écomobilité et du plan vélo, administrateur du Club des villes et territoires cyclables.
Ville Rail et Transports n° 540, p. 38-40
23/04/2013

AIDE DE L'ETAT, DEUX ROUES, PDU, TRANSPORT DE BANLIEUE, TRANSPORT URBAIN
AMENAGEMENT DE LA VOIRIE, BICYCLETTE ELECTRIQUE, COMPLEMENTARITE MODALE
COPENHAGUE, LONDRES, TOULOUSE

MICHEL (JE), FOURNIER (JY), CLABAUX (N)
Place des deux roues motorisés dans la circulation urbaine : une étude observationnelle.
TEC : Transport Environnement Circulation n° 217, p. 58-61, bibliogr., cartes, tabl.
01/03/2013

COMPORTEMENT DE DEPLACEMENT, CYCLOMOTEUR, DEUX ROUES, MOTOCYCLE, SECURITE ROUTIERE
ANALYSE DE LA MOBILITE
MARSEILLE

ECONOMIE DU TRANSPORT

PERTHUIS (C DE)
"La fiscalité sur les carburants n'a pas été conçue dans une optique environnementale".
Officiel des transporteurs (L') n° 2689, p. 8-9
03/05/2013

ENVIRONNEMENT, FISCALITE SUR LES CARBURANTS, TRANSPORT ROUTIER DE MARCHANDISES
DETAXATION DU GAZOLE, REDEVANCE POIDS LOURDS

Ecotaxe : six sociétés habilitées pour le télépéage.
Ville Rail et Transports n° 550, p. 11
23/04/2013

ENTREPRISE, FISCALITE DU TRANSPORT, POIDS DIMENSIONS, TRANSPORT ROUTIER DE MARCHANDISES
ABONNEMENT, ECOTAXE, RECETTES FISCALES, SYSTEME DE PAIEMENT

Ecotaxe poids lourds, mode d'emploi. Pédagogie à la sauce douanière.
Officiel des transporteurs (L') n° 2685, p. 32-34
06/04/2013

POIDS DIMENSIONS, PTAC, REGLEMENTATION, TRANSPORT ROUTIER DE MARCHANDISES, VEHICULE UTILITAIRE
DISPARITES REGIONALES, ECOTAXE, NORME EURO

Jean-Jacques Goasdoué, conseil logistique (75) : l'écotaxe comme une bombe à fragmentation.
Officiel des transporteurs (L') n° 2683, p. 24
22/03/2013

CONCURRENCE ECONOMIQUE, EFFET PERVERS, FISCALITE DU TRANSPORT, TRANSPORT ROUTIER DE MARCHANDISES
CONTROVERSE, ECOTAXE

BLANQUART (C), JOIGNAUX (G), VAILLANT (L)
Infrastructure de transport et développement économique : quelles dynamiques d'appropriation par les acteurs productifs ? L'exemple de la filière céréalière.
Revue d'économie régionale et urbaine n° 1, p. 119-138, bibliogr., tabl.
01/01/2013

CEREALE, EFFET SOCIO ECONOMIQUE DU TRANSPORT, INFRASTRUCTURE DE TRANSPORT, LIAISON FLUVIALE SEINE NORD
COORDINATION, ECONOMIE SPATIALE, ETUDE DE CAS, EVALUATION

UNION INTERNATIONALE DES TRANSPORTS PUBLICS
Observatoire de l'emploi de l'UITP : observer le présent pour anticiper l'avenir.
Transport Public International n° 1, p. 26-28, cartes, web
01/01/2013

EMPLOI DANS LE TRANSPORT, TRANSPORT PUBLIC
ATTRACTIVITE, CONDUCTEUR, CREATION D'EMPLOIS, EMPLOI VERT

INFRASTRUCTURES DE TRANSPORT

La fin du TGV en France ?
Rail (Le) n° 195, p. 18-21, plans
01/04/2013

CHOIX D'INVESTISSEMENT DE TRANSPORT, DEFICIT PUBLIC, FINANCEMENT DES INVESTISSEMENTS, INFRASTRUCTURE DE TRANSPORT, INFRASTRUCTURE FERROVIAIRE, INVESTISSEMENT DE TRANSPORT, PROSPECTIVE TRANSPORT
GRAND PARIS, GRAND PROJET URBAIN, LIGNE A GRANDE VITESSE

HAUTIERE (N), LA ROCHE (C DE), OP DE BEECK (R)
Comment adapter les infrastructures routières aux enjeux de la mobilité en 2030 ?
TEC : Transport Environnement Circulation n° 217, p. 25-32, bibliogr., fig., tabl.
01/03/2013

ENERGIE TRANSPORT, EXPLOITATION DE LA ROUTE, INFRASTRUCTURE ROUTIERE, INNOVATION TRANSPORT, MOBILITE, VEHICULE ELECTRIQUE
GESTION DE L'INFRASTRUCTURE, PROGRAMME FOR AN EUROPEAN TRAFFIC WITH HIGHEST EFFICIENCY AND UNPRECEDENTED SAFETY, ROUTE AUTOMATISEE

SUTTON (K)
Le conflit autour du Lyon-Turin dans le Val de Suse. Vers une nécessaire reconsidération des basses vallées alpines.
Revue d'économie régionale et urbaine n° 1, p. 179-201, bibliogr., fig., cartes
01/01/2013

INFRASTRUCTURE DE TRANSPORT, INFRASTRUCTURE FERROVIAIRE, TRAVERSEES ALPINES, TUNNEL
CONFLIT D'AMENAGEMENT, LIAISON FERROVIAIRE LYON TURIN, TERRITORIALISATION

Les conflits d'infrastructures en Ile-de-France. Des révélateurs des imperfections de la décision publique dans les espaces ruraux et périurbains.
Revue d'économie régionale et urbaine n° 1, p. 203-230
01/01/2013

CALCUL ECONOMIQUE, INFRASTRUCTURE DE TRANSPORT
CONFLIT D'AMENAGEMENT, POLITIQUE PUBLIQUE, UTILITE PUBLIQUE
ILE DE FRANCE

LOGISTIQUE

ERNST ET YOUNG
Multimodalité. Les plateformes gagnent du terrain.
Officiel des transporteurs (L') n° 2689, p. 22-32, cartes, fig.
01/05/2013

CHARGEUR, CNR, EXONERATION FISCALE, PORT FLUVIAL, TRANSFERT MODAL, TRANSPORT COMBINE
CHAINE LOGISTIQUE, ECONOMIE DE L'ENVIRONNEMENT, EFFET SOCIO ECONOMIQUE, PLATE FORME MULTIMODALE, POST ACHEMINEMENT, PRE ACHEMINEMENT
RHONE FL.

Les grandes ambitions de la Poste dans la e-logistique.
Logistiques Magazine n° 278, p. 30-35
01/04/2013

CHIFFRE D'AFFAIRES, GROUPAGE MESSAGERIE, LOGISTIQUE, STRATEGIE DE L'ENTREPRISE, TRANSPORT DU COURRIER
COMMERCE ELECTRONIQUE, FILIALE, ORGANISATION LOGISTIQUE, RESEAU DE DISTRIBUTION
LA POSTE

Logistique et urbanisme. Créer de la mixité en ville pour faciliter la proximité ?
Supply chain magazine n° 73, p. 82-83
01/04/2013

LOGISTIQUE, TRANSPORT COLLECTIF, TRANSPORT DE MARCHANDISES, URBANISME, VILLE
GOUVERNANCE, PROXIMITE

Dossier. Logistique urbaine. Vers le Grand Paris logistique.
Logistiques Magazine n° 278, p. 55-77, cartes
01/04/2013

La Chambre de commerce et d'industrie des Hauts-de-Seine crée un cluster de logistique urbaine. Colipost et chronopost pénètrent Paris et la petite Couronne. Dacher veut se rapprocher de Paris. "Place des tendances", privilégié la proximité de Paris pour des livraisons rapides. TNT quadrille l'Ile-de-France. Oxipio, pour que le magasin reste un lieu de vente. En labellisant "Vert chez vous" dans la catégorie "distribution urbaine", l'agence opère une première en France, mettant en avant les efforts environnementaux et sociaux. C'est ma tournée ! Expérience de l'association "La Tournée" marie technologies, insertion sociale et logistique urbaine. L'association a mis en place un modèle de livraison à domicile multicommerçant et entièrement effectuée à pied.

LIVRAISON, MARCHE A PIED, STRATEGIE DE L'ENTREPRISE, VILLE, ZONE URBAINE
GRAND PARIS, LIVRAISON A DOMICILE, ORGANISATION DU TRANSPORT DE FRET, ORGANISATION LOGISTIQUE, PLATE FORME LOGISTIQUE, PLATE FORME MULTIMODALE, POLE DE COMPETITIVITE, RESPONSABILITE SOCIALE DE L'ENTREPRISE, RETOUR D'EXPERIENCE
CHRONOPOST, COLIPOST, DACHER, TNT EXPRESS
ILE DE FRANCE, PARIS

DIZIAIN (D)
Grand Lyon : territoires d'expérimentation pour la logistique urbaine.
TEC : Transport Environnement Circulation n° 217, p. 45-50, cartes, fig.
01/03/2013

AMENAGEMENT URBAIN, INNOVATION TRANSPORT, LOGISTIQUE, TRANSPORT DE MARCHANDISES, VEHICULE DE LIVRAISON, VEHICULE ELECTRIQUE, VILLE
ORGANISATION DU TRANSPORT DE FRET, REDUCTION DES EMISSIONS, RETOUR D'EXPERIENCE, TECHNOLOGIE DE L'INFORMATION ET DE LA COMMUNICATION, TRANSPORT INTELLIGENT
LYON

LIEVEN (D)
Centre multimodal de distribution urbaine (CMDU).
TEC : Transport Environnement Circulation n° 217, p. 51-57
01/03/2013

LIVRAISON, LOGISTIQUE, VILLE
MULTIMODALITE, PROJET, TRANSPORT INTELLIGENT

LOUETTE (E), SIMONOT (PY), ORVAIN (P)
Cahier Logistique intelligente.
Systèmes de transport intelligents et technologies vertes.
Vers une logistique 2.0.
Des capteurs intelligents pour le fret et la logistique. La révolution est-elle à venir ?
TEC : Transport Environnement Circulation n° 217, p. 34-44, cartes, fig., tabl., bibliogr., web
01/03/2013

COOPERATION INTER ENTREPRISES, INDUSTRIE AGRO ALIMENTAIRE, INDUSTRIE AUTOMOBILE, LIVRAISON, TECHNOLOGIE, TRANSPORT DE MARCHANDISES, VILLE
CHAINE LOGISTIQUE, ECO TECHNOLOGIE, ETUDE DE CAS, LOGISTIQUE COLLABORATIVE, SYSTEME INTELLIGENT, TECHNOLOGIE DE L'INFORMATION ET DE LA COMMUNICATION, TRANSPORT INTELLIGENT

STRALE (M)
Une typologie empirique des plates-formes logistiques et de leurs activités.
Revue d'économie régionale et urbaine n° 1, p. 139-162, bibliogr., cartes, tabl., ann.
01/01/2013

GEOGRAPHIE ECONOMIQUE
DENSITE, GESTION, IMMOBILIER, LOCALISATION, PLATE FORME LOGISTIQUE, PLATE FORME MULTIMODALE, SUPERFICIE, TYPOLOGIE
EUROPE

POLITIQUE DES TRANSPORTS

Quelles solutions pour un transport compétitif en France ?
Revue Générale des Routes et des Aérodromes n° 910, p. 21-23
01/03/2013

CRISE ECONOMIQUE, POLITIQUE DES TRANSPORTS, POLITIQUE EUROPEENNE DES TRANSPORTS, TRANSPORT FERROVIAIRE, TRANSPORT FLUVIAL
COMPETITIVITE DU TRANSPORT, HARMONISATION EUROPEENNE, POLITIQUE PUBLIQUE

CHADANSON (JC)
Politique de la mobilité à Bordeaux. Pour une mobilité fluide, raisonnée et régulée : le Grenelle des mobilités.
TEC : Transport Environnement Circulation n° 217, p. 62-64
01/03/2013

COLLECTIVITES LOCALES TRANSPORT, MOBILITE, PDU, POLITIQUE DES TRANSPORTS, POLITIQUE REGIONALE, TRANSPORT COLLECTIF, TRANSPORT URBAIN DE PROVINCE
ORGANISATION DU TRANSPORT
BORDEAUX

SECURITE DU TRANSPORT

Accidentologie. Les tramways sont-ils dangereux ?
Ville Rail et Transports n° 549 supplément, p. 34-35
09/04/2013

ACCIDENT DE TRANSPORT, SECURITE DU TRANSPORT, TRAMWAY
CAUSE D'ACCIDENT

TRANSPORT AERIEN

Compagnies aériennes. La guerre des Antilles n'a pas encore eu lieu.
Air et Cosmos n° 2358, p. 32-33, fig.
10/05/2013

COMPAGNIE AERIENNE, CONCURRENCE ECONOMIQUE, CONCURRENCE INTRA MODE AIR, TRANSPORT AERIEN
PART DE MARCHE
AIR CARAIBES, AIR FRANCE, CORSAIR, XL AIRWAYS
ANTILLES

Air Corsica cherche à rebondir.
Air et Cosmos n° 2354, p. 40
12/04/2013

AEROPORT DE PROVINCE, CHIFFRE D'AFFAIRES, COMPAGNIE AERIENNE, CONCURRENCE INTRA MODE AIR, DEFICIT DE L'ENTREPRISE, STRATEGIE DE L'ENTREPRISE, TRANSPORT AERIEN REGIONAL
AIR CORSICA

TRANSPORT DE MARCHANDISES

Dossier. Les transports sous température dirigée en croissance exponentielle.
Navigation ports et industries n° 3, p. 11-19
01/03/2013

BISCUITERIE, FRUITS LEGUMES, LOGISTIQUE, STRATEGIE TRANSPORT DE L'ENTREPRISE, TRANSPORT COMBINE, TRANSPORT FLUVIAL, TRANSPORT FRIGORIFIQUE, TRANSPORT MARITIME
ORGANISATION DU TRANSPORT DE FRET, TRANSPORT INTERMODAL
SOFRILOG', STEF
ANVERS, DUNKERQUE, LE HAVRE, ROTTERDAM

TRANSPORT DE VOYAGEURS

Le transport transfrontalier cherche la bonne voie.
Bus et Car Magazine n° 927, p. 6-11
26/04/2013

AUTOCAR, POLITIQUE TARIFAIRE TRANSPORT, RESEAU DE TRANSPORT COLLECTIF, TRAMWAY, TRANSPORT COLLECTIF, TRANSPORT DE VOYAGEURS, TRANSPORT FERROVIAIRE, TRANSPORT ROUTIER DE VOYAGEURS
OUVERTURE DE LIGNE, PROJET, RESEAU TRANSEUROPEEN, TRANSPORT TRANSFRONTALIER
ALLEMAGNE, FRANCE, LUXEMBOURG, SUISSE

La mobilité des personnes en difficulté.
Bus et Car Magazine n° 926, p. 32-39
12/04/2013

ACCESSIBILITE DU TRANSPORT, AUTOMOBILE, COMPORTEMENT DE DEPLACEMENT, DISTANCE DE DEPLACEMENT, RECHERCHE TRANSPORT, TRANSPORT COLLECTIF, TRANSPORT DE HANDICAPES, TRANSPORT SOCIAL
PREDIT 4

TRANSPORT FERROVIAIRE

Les ports français contournés par le Corridor européen de fret ferroviaire 2.
Marin (Le) n° 3435, p. 10, cartes
10/05/2013

PORT MARITIME, TRANSPORT FERROVIAIRE
CORRIDOR FERROVIAIRE, FRET FERROVIAIRE, INTERMODALITE
ANVERS, BALE, BELGIQUE, EUROPE, GAND, LILLE, LORRAINE, LUXEMBOURG, LYON, ROTTERDAM

Quelles issues pour le fret ferroviaire français ?
Rail (Le) n° 195, p. 14-17
01/04/2013

CHARGEUR, CHIFFRE D'AFFAIRES, CONCURRENCE RAIL ROUTE, MARCHE DU TRANSPORT, TRANSPORT COMBINE, TRANSPORT DE MARCHANDISES, TRANSPORT FERROVIAIRE, TRANSPORT REGIONAL
CONTRAT DE PERFORMANCE ETAT-RFF, FRET FERROVIAIRE

Le modèle français de réforme ferroviaire.
Rail (Le) n° 195, p. 30-31
01/04/2013

CONCURRENCE ECONOMIQUE, DEFICIT DE L'ENTREPRISE, ENTREPRISE PUBLIQUE DE TRANSPORT, LIBERALISATION DU TRANSPORT, POLITIQUE DES TRANSPORTS, TRANSPORT FERROVIAIRE
COMPETITIVITE DU TRANSPORT, REFORME FERROVIAIRE
RFF, SNCF

BESSAY (G)
Rapport Bianco sur la réforme du système ferroviaire. Une réforme ambiguë.
Rail (Le) n° 195, p. 32-34, fig.
01/04/2013

DEFICIT DE L'ENTREPRISE, ENTREPRISE PUBLIQUE DE TRANSPORT, ORGANISATION ADMINISTRATIVE, POLITIQUE DES TRANSPORTS, RETRAITE, TRANSPORT FERROVIAIRE
GESTIONNAIRE D'INFRASTRUCTURE, REFORME FERROVIAIRE
RFF, SNCF

La grande vitesse ferroviaire face au dilemme gare centrale/gare périphérique.
Revue Générale des Chemins de fer n° 226, p. 30-44, bibliogr., cartes, graph.
01/04/2013

AMENAGEMENT DU TERRITOIRE TRANSPORT, CHOIX MODAL, COMPORTEMENT DE DEPLACEMENT, GARE, REPARTITION MODALE, TRANSPORT FERROVIAIRE, TRANSPORT GRANDE VITESSE
COMPARAISONS INTERNATIONALES, DESSERTE FERROVIAIRE, LIGNE A GRANDE VITESSE, LOCALISATION, RENOVATION URBAINE
ALLEMAGNE, BELGIQUE, ESPAGNE, FRANCE, ITALIE

L'Association européenne des opérateurs de fret ferroviaire (ERFA) et le quatrième paquet ferroviaire.
Rail (Le) n° 195, p. 28-29
01/04/2013

LIBERALISATION DU TRANSPORT, POLITIQUE EUROPEENNE DES TRANSPORTS, TRANSPORT DE MARCHANDISES, TRANSPORT DE VOYAGEURS, TRANSPORT FERROVIAIRE
CORRIDOR FERROVIAIRE, FRET FERROVIAIRE, GESTION DE L'INFRASTRUCTURE, UNION EUROPEENNE
ERFA

Le fret ferroviaire français, victime du manque de synergie des territoires ?
Pouvoirs locaux n° 96, p. 7-10
01/04/2013

DECENTRALISATION DU TRANSPORT, TRAFIC FERROVIAIRE, TRANSFERT MODAL, TRANSPORT FERROVIAIRE
COMPETITIVITE DU TRANSPORT, FRET FERROVIAIRE, TERRITORIALISATION
RFF, SNCF

BONNAFOUS (A)
A quel prix, la réforme ferroviaire dans les États de l'UE ?
Ville Rail et Transports n° 548, p. 30-33
26/02/2013

CONCURRENCE ECONOMIQUE, CONDITIONS DE TRAVAIL TRANSPORT, ENTREPRISE PUBLIQUE DE TRANSPORT, LIBERALISATION DU TRANSPORT, SCENARIO, TRANSPORT DE VOYAGEURS, TRANSPORT FERROVIAIRE
FRET FERROVIAIRE, REFORME FERROVIAIRE, UNION EUROPEENNE
SNCF
EUROPE

TRANSPORT FLUVIAL

Rapport sur le projet de canal Seine-Nord-Europe.
Une préconisation de report fondée sur l'analyse de paramètres économiques et financiers.
Journal de la marine marchande n° 4873, p. 26-27
03/05/2013

ANALYSE COUT AVANTAGE, ETUDE D'EVALUATION, LIAISON FLUVIALE SEINE NORD

Canal Seine-Nord Europe : le projet tombe à l'eau.
Officiel des transporteurs (L') n° 2685, p. 10
06/04/2013

CHOIX D'INVESTISSEMENT DE TRANSPORT, LIAISON FLUVIALE SEINE NORD, POLITIQUE DES TRANSPORTS

TRANSPORT MARITIME

Flotte de commerce française : une baisse de 16,8 % en tpl et de 12,4 % en jauge en un an.
Journal de la marine marchande n° 2013-04-19, p. 8-10, tabl.
19/04/2013

CAPACITE DE TRANSPORT, FLOTTE MARCHANDE, IMMATRICULATION, PAVILLON FRANCAIS, PAVILLON MARITIME, TRANSPORT MARITIME
NAVIRE A PASSAGER, NAVIRE PETROLIER, REGISTRE INTERNATIONAL
DOM, FRANCE, NOUVELLE CALEDONIE, POLYNESIE, WALLIS FUTUNA

Piraterie somalienne : il faut agir au niveau de la politique locale.
Journal de la marine marchande n° 4871, p. 11
19/04/2013

SECURITE DU TRANSPORT, TRANSPORT MARITIME
PIRATERIE, SECURITE MARITIME
SOMALIE

BARRY ROGLIANO SALLES
Dossier. Rapport Barry Rogliano Salles 2013.
Journal de la marine marchande n° 4870, p. 11-25, graph.
12/04/2013

ARMATEUR, CAPACITE DE TRANSPORT, CONSTRUCTION NAVALE, CONTENEUR, CRISE ECONOMIQUE, FLOTTE MARCHANDE, MARCHE DU TRANSPORT, PRODUIT CHIMIQUE, TRANSPORT DE MATIERES DANGEREUSES, TRANSPORT MARITIME
CROISIERE, GAZ NATUREL LIQUEFIE, NAVIRE PORTE CONTENEURS, PAQUEBOT, PART DE MARCHE, PETROLIER, TRANSPORT DE L'ENERGIE, VRAQUIER

Le transport maritime en mutation.
Les chantiers mondiaux au régime sec.
Marin (Le) n° 3430, p. 18, tabl., graph.
05/04/2013

CAPACITE DE TRANSPORT, CONSTRUCTION NAVALE, CRISE ECONOMIQUE, FLOTTE MARCHANDE, PRIX
NAVIRE CITERNE, NAVIRE PORTE CONTENEURS, TAUX DE FRET, VRAQUIER

Autoroute de la mer Sète-Gênes.
Officiel des transporteurs (L') n° 2684, p. 16
29/03/2013

AUTOROUTE DE LA MER
GENES, MEDITERRANEE, SETE

Hydrocarbures. L'intérêt pour la route du Nord se renforce sous la pression russe.
Journal de la marine marchande n° 4868, p. 8-9, cartes
29/03/2013

PRODUCTION, TRANSPORT DE MATIERES DANGEREUSES, TRANSPORT MARITIME
PASSAGE DU NORD EST, PRODUCTION D'ENERGIE, TONNAGE TRANSPORTE, TRANSPORT DE GAZ ARCTIQUE

TRANSPORT MARITIME – PORT MARITIME

Dossier Grand port maritime de Bordeaux. Développement de la conteneurisation et des pré-et post-acheminements.
Journal de la marine marchande n° 4871, p. 13-34
19/04/2013

CEREALE, GRANULAT, MANUTENTION PORTUAIRE, TRAFIC CONTENEURISE, TRAFIC PORTUAIRE
CROISSANCE DU TRAFIC, ENTREPRISE DE MANUTENTION, GRAND PORT MARITIME, LAMANEUR, PILOTAGE, POST ACHEMINEMENT, PRE ACHEMINEMENT, REFORME PORTUAIRE, REMORQUEUR, STRATEGIE
BORDEAUX

Autoroute de la mer. Nice, acteur du report modal par procuration.
Journal de la marine marchande n° 4869, p. 13
05/04/2013

CONGESTION DE TRAFIC, FINANCEMENT DES INVESTISSEMENTS, TRANSFERT MODAL, TRANSIT, TRANSPORT ROUTIER DE MARCHANDISES
AUTOROUTE DE LA MER
NICE

TRANSPORT ROUTIER DE MARCHANDISES

Défaillances d'entreprises pour le 1er trimestre 2013.
Officiel des transporteurs (L') n° 2688, p. 30-38, cartes, tabl.
26/04/2013

EFFECTIFS DU TRANSPORT, ENTREPRISE DE TRANSPORT ROUTIER, FAILLITE, TRANSPORT REGIONAL, TRANSPORT ROUTIER DE MARCHANDISES
ANCIENNETE
REGIONS

MINISTERE DE L'ECOLOGIE
Tableaux sur le transport routier de matières dangereuses en France (tonnes-km), (tonnages) et (accidents).
Officiel des transporteurs (L') n° 2687, p. 26-29, tabl., graph.
19/04/2013

ACCIDENT DE TRANSPORT, TONNE KILOMETRE, TRAFIC MARCHANDISES, TRANSPORT DE MATIERES DANGEREUSES, TRANSPORT POUR COMPTE D'AUTRUI, TRANSPORT POUR COMPTE PROPRE, TRANSPORT ROUTIER DE MARCHANDISES
ACCIDENT DE LA CIRCULATION, TONNAGE TRANSPORTE

Chaîne du froid. Des failles subsistent pendant le transport.
Officiel des transporteurs (L') n° 2686, p. 38-46
12/04/2013

LOGISTIQUE, REGLEMENTATION DU TRANSPORT, TRANSPORT FRIGORIFIQUE, TRANSPORT ROUTIER DE MARCHANDISES
CHAINE DU FROID, PRODUIT SURGELE

Le pavillon allemand selon une étude du CNR. Les coûts plombent l'international.
Officiel des transporteurs (L') n° 2688, p. 12, tabl.
01/04/2012

CONDUCTEUR ROUTIER, COUT DE PERSONNEL, COUT DU TRANSPORT, PAVILLON ROUTIER, PRIX DE REVIENT DU TRANSPORT, SALAIRE, TEMPS DE CONDUITE, TRANSPORT ROUTIER DE MARCHANDISES
COMPARAISONS INTERNATIONALES, ETUDE COMPARATIVE, KILOMETRAGE PARCOURU
ALLEMAGNE, FRANCE

TRANSPORT URBAIN

Transports. Le téléphérique gagne les villes.
Environnement magazine hebdo n° 174, p. 7
22/04/2013

COUT, ETUDE DE TRANSPORT, TELEPHERIQUE, TRANSPORT COLLECTIF, TRANSPORT DE VOYAGEURS, TRANSPORT URBAIN
PROJET

Le financement du transport urbain, une équation complexe.
Ville Rail et Transports n° 549 supplément, p. 51-56, tabl., graph., fig.
09/04/2013
COUT D'EXPLOITATION, FINANCEMENT DU TRANSPORT, RECETTES DE TRANSPORT, TRANSPORT URBAIN, VERSEMENT TRANSPORT

Les transports urbains prennent le large. Investir la voie d'eau. Oser le téléphérique. Penser à demain.
Environnement Magazine n° 1716, p. 43-49
01/04/2013

INNOVATION TRANSPORT, MOBILITE URBAINE, RECHERCHE DEVELOPPEMENT, TECHNOLOGIE, TELEPHERIQUE, TRANSPORT COLLECTIF, TRANSPORT FLUVIAL, TRANSPORT PUBLIC, TRANSPORT URBAIN
AUTOBUS AUTOMATISE, MOBILITE DOUCE, NAVETTE, RETOUR D'EXPERIENCE, VEHICULE AUTOMATISE

Nantes élue Capitale verte de l'Europe.
Transport Public n° 1134, p. 38-40
01/04/2013

COLLECTIVITES LOCALES TRANSPORT, DEUX ROUES, ENVIRONNEMENT TRANSPORT, INVESTISSEMENT DE TRANSPORT, OFFRE DE TRANSPORT, PDU, POLITIQUE TARIFAIRE TRANSPORT, PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT, TRAMWAY, TRANSPORT DE VOYAGEURS, TRANSPORT PUBLIC
MOBILITE DURABLE
NANTES

En Europe aussi, la priorité est aux transports publics : des mesures pour assurer un développement socio-économique équilibré tout en préservant l'environnement.
Transport Public n° 1134, p. 58-60
01/04/2013

ENVIRONNEMENT TRANSPORT, FISCALITE DU TRANSPORT, POLITIQUE TARIFAIRE TRANSPORT, PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT, TRANSPORT URBAIN
COMPARAISONS INTERNATIONALES, MOBILITE DURABLE, PEAGE URBAIN
GOTEBORG, LONDRES, MUNICH, VIENNE AUT.

Dossier. Le stationnement, clé de la mobilité dans les villes.
Transport Public n° 1134, p. 26-36
01/04/2013

MOBILITE, REPRESSION, STATIONNEMENT, TRANSPORT URBAIN DE PROVINCE
FRAUDE, POLITIQUE DU STATIONNEMENT, RECETTES
MONTPELLIER

Les transports publics en Suisse, une "success story".
Uniresco : une communauté tarifaire intégrale transfrontalière.
Mobilités 2030, la stratégie multimodale cantonale à Genève.
Transport Public International n° 1, p. 8-15, cartes
01/01/2013

FINANCEMENT DU TRANSPORT, OFFRE DE TRANSPORT, POLITIQUE DES TRANSPORTS, POLITIQUE TARIFAIRE TRANSPORT, RER, TRANSPORT DE VOYAGEURS, TRANSPORT PUBLIC, TRANSPORT URBAIN
COMPLEMENTARITE MODALE, TRANSPORT MULTIMODAL, TRANSPORT TRANSFRONTALIER
GENEVE, SUISSE